

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / JANVIER 2019 / N°475

Dossier

Addictions, plaisir et libre arbitre

Rencontre avec

Riccardo Petrella

Nouvelles pratiques

révolutionnaires



3 Édito

Chérir nos valeurs. SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

La Terre a rendez-vous avec l'humanité. Le politologue et économiste italien Riccardo Petrella invite au changement à l'échelle planétaire. D'urgence!
CATHERINE CALICO

10 Dossier

Addictions, plaisir et libre arbitre

«Ça détend, ça soulage, ça ne fait pas mal et puis... j'arrête quand je veux!» Le bingo, le porno, le pétard, le petit verre du soir... Voyage à la frontière du péché mignon et de l'assuétude, là où gène et plaisir sont plus que jamais intimement liés.



42 Livres ensemble

42 Regarder ses privilèges dans le blanc des yeux. Prendre conscience de son statut de privilégié, a fortiori quand on est un homme blanc hétéro, aide-t-il vraiment à lutter contre l'oppression? ARTHUR SENTE

46 Nouvelles pratiques révolutionnaires. Serge Quadrupani ou la pensée combattive au service des «amis de la vie», aux antipodes du néolibéralisme.
VÉRONIQUE BERGEN

50 Chrétiens d'Orient: entre cœur et raison. Rester ou partir? Un dilemme pour la minorité chrétienne en terre d'islam qui tente de résister.
SABINE SCHRADER

54 ÉVRAS, épisode 3. À fleur de carapace. Mettre des mots sur les émois d'ado. JULIE HENRIET

56 International

58 «Charivari afghan. Inviter les talibans à la table des négociations, une nécessité? Pour sortir de l'impasse, la question doit être posée. DOROTHÉE VANDAMME

62 Des idées moches et centripètes. Les grands classiques de l'extrême droite ont séduit le centre, ce qui n'empêche pas les électeurs européens de revenir à la source.
ACHILLE VERNE

66 Quand la politique prime sur les valeurs? En Roumanie, l'homophobie flirte avec la Constitution. MARC SOIGNET

70 Culture

72 Brut de femmes. Artistes ou sujets, elles sont exemptes de cultures artistiques, «marginales parmi les marginaux». Cela valait bien une expo. JULIE LUONG

74 «Rendre visibles ces invisibles». Dans la rue, les femmes SDF se cachent pour échapper à la violence. Sur grand écran, elles se font voir, entendre et rire. Pour dédramatiser. FRÉDÉRIC VANDECASSERIE

76 La prison comme rengaine. De la maison d'arrêt de Berkendael à un château périgourdin: le destin incroyable d'une ancienne toxicomane conté en BD.
AMÉLIE DOGOT

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Trente-cinq. BAPTISTE COPPENS

Chérir nos valeurs

Nous aurions voulu ne pas devoir remettre le couvert, à l'aube de cette année nouvelle. Sourire de nos craintes de l'an passé, alors que, dans ce même éditto, nous redoutions déjà la montée en puissance des populismes et de l'extrême droite, lors des différentes échéances électorales européennes. Un vœu pieux, si j'ose dire...

La contamination a néanmoins gagné du terrain. Et les cordons sanitaires se montrent fort ténus face à cette vague brune. Plus de 5 500 personnes dans les rues de Bruxelles en décembre dernier ont défilé sous la bannière de l'extrême droite et consorts. Ici aussi, cela se gangrène.

Hasard conjoncturel ? Sûrement pas. Car au-delà des votes de rejet, des difficultés socio-économiques qui peuvent inciter certains de nos concitoyens à opter pour «les alternatives», ne soyons pas dupes, cette viralité radicale n'est pas le fruit du hasard. Les cercles populistes s'activent sous la houlette de forces orchestrées vers un but précis : les élections européennes. Avec la volonté d'accroître la représentativité des valeurs extrémistes et traditionalistes au sein de ce cénacle décisionnel de première importance pour l'avenir de nos pays. Ce n'est guère fortuit si la mouvance d'extrême droite gagne en visibilité, lorsque l'on sait que l'artisan de la victoire de Donald Trump, Steve Bannon, l'ancien magna de la revue radicale *Breitbart*, est entré dans la danse. En créant sa fondation, Le Mouvement, il n'a nullement caché son dessein de fédération des partisans européens d'extrême droite, des populistes et autres eurosceptiques du style de Nigel Farage, pour paralyser l'Europe. Bannon passe d'ailleurs la moitié de son temps sur le vieux continent depuis plusieurs mois, en organisant des rencontres avec Matteo Salvini, Marine Le Pen, Viktor Orbán, ou le Vlaams Belang... Mais ces partis aux idées concomitantes ont le nationalisme souverainiste dur, et l'idée de se laisser instrumentaliser par un «gourou» américain en refroidit aussi plus d'un. Trop de coqs au-dessus d'un tas de fumier ? Voilà peut-être ce qui sauvera l'Europe de ce «mouvement». Mais aussi et surtout, la mobilisation de la société civile.

Une transition toute trouvée pour rappeler que le Centre d'Action Laïque (CAL) s'active encore et toujours pour défendre l'ensemble de nos libertés. Ceci, depuis 50 ans ! 2019 sera en effet celle d'une date anniversaire pour le CAL, qui poursuit sans retenue son engagement pour la défense de la laïcité et des droits fondamentaux depuis un demi-siècle. Une année que toute l'équipe d'*Espace de Libertés* vous souhaite à la fois douce et engagée, pour la défense des valeurs émancipatrices que nous chérissons. 🌱

Opinion

Une belle fin

La philosophe Nadia Geerts vient de publier un livre sous forme de plaidoyer pour le droit à l'euthanasie. Nous lui avons demandé pourquoi l'avoir rédigé maintenant.



« La question s'est imposée à moi par le biais du décès de ma mère, qui avait demandé l'euthanasie. Ce qui avait toujours été pour moi une évidence, mais aussi une position purement intellectuelle, est devenu soudain beaucoup plus réel. Ce livre est le résultat de cette rencontre entre une réflexion théorique sur le droit de choisir sa fin de vie et mon expérience d'une fin de vie, celle de maman.

Il me semble que le plus frappant, en tout cas dans mon vécu personnel, est la difficulté d'articuler la volonté de mourir d'une personne proche, avec le chagrin qu'on éprouve nécessairement face à la perspective de sa mort. Le fait que la personne désire profondément mourir peut procurer, en tout cas si on est en

accord avec cette volonté, une sorte d'apaisement à l'idée qu'elle va obtenir gain de cause. Et en même temps, ce sentiment génère de la culpabilité de n'être pas suffisamment dévasté par le chagrin. Par ailleurs, et c'est infiniment précieux, la mort de maman restera pour toujours dans ma mémoire comme un beau souvenir. Il y a là, me semble-t-il, comme une possibilité de réconciliation avec la mort, qui n'est plus vue comme une calamité mais comme une belle fin.

J'ai aussi découvert que le deuil était profondément culturel. Toutes les sociétés humaines organisent l'adieu au défunt d'une manière qui leur est propre, mais qui le ritualise. Mais dans notre société, nous ne sommes véritablement outillés que pour gérer la mort qui survient brutalement, ou malgré les efforts que l'on a pu déployer pour l'empêcher. J'ai pu observer, tant de la part des professionnels de la santé que du personnel de la maison de repos ou de mon entourage, à quel point il est difficile de trouver comment se comporter face à une personne qui a choisi de mourir, mais aussi face à une famille qui soutient ce choix. On n'est familiers, au fond, que de la mort subie. »



Nadia Geerts, « L'Après-midi sera courte. Plaidoyer pour le droit à l'euthanasie », Paris, L'Harmattan, 2018, 170 pages.

Visa contre l'expulsion

La famille Tamrazyan vaut bien une messe, aussi longue soit-elle. C'est ce que s'est dit Derk Stegeman, ministre de l'Église protestante de La Haye et porte-parole improvisé de l'église Bethel. Depuis le 26 octobre dernier, pas moins de 650 pasteurs se relaient dans cette petite église de La Haye, rapportait l'AFP le 13 décembre dernier. Et aux dernières nouvelles, la cérémonie religieuse était toujours en cours. Venus des Pays-Bas, mais aussi de France, d'Allemagne et de Belgique, les pasteurs célèbrent ce qui pourrait devenir la plus longue messe jamais répertoriée. Pas qu'ils tentent d'établir un record digne du Guiness Book, non. Il s'agit là d'un acte de résistance pacifique. Le but de cette messe sans fin: éviter qu'une famille arménienne résidant aux Pays-Bas depuis 9 ans soit expulsée du territoire. Militant politique, le père avait reçu des menaces de mort et obtenu l'asile après sept ans de procédure, mais le gouvernement néerlandais a depuis fait appel de cette décision. Les parents et les trois enfants âgés de 14 à 21 ans ont trouvé refuge dans l'église et y logent depuis près de 2 mois au 1^{er} étage. Leurs armes? La foi... et la loi: aux Pays-Bas, la police n'a pas le droit de pénétrer dans un lieu de culte pendant un office religieux. (ad)

La solidarité à la poubelle

«Mais faut-il pour autant détruire avec tant d'obsession des denrées qui restent objectivement propres à la consommation, dont le délai de redistribution n'ex-cède pas 24 heures, et qui respectent scru-

puleusement la chaîne du froid, alors que tant d'hommes, de femmes et d'enfants sont dans le besoin?», c'est la question posée par Cécile Vainsel, fondatrice du frigo solidaire de Woluwe-Saint-Pierre dans une carte blanche du *Soir* (14/12), suite à la dernière opération de l'AFSCA. Cette dernière a envoyé ses contrôleurs, pour la 2^e fois en 2 mois, vider ledit frigo de certains aliments. Avec une moyenne de 345 kilos gaspillés chaque année par habitant, les Belges se hissent à la deuxième place du hit-parade du gaspillage alimentaire à l'échelle européenne. Banques alimentaires, mouvement des déchetariens, appli «Too good, to go»... L'heure est à la conscientisation et aux initiatives pour réduire le «tout-à-la-poubelle», qui fut longtemps le triste sort des invendus. Mais pour l'AFSCA, si la date est dépassée, c'est javel et benne à ordures. «Un cadre normatif clair et concerté est nécessaire», lance la citoyenne solidaire. Car le rôle de ces frigos est non seulement environnemental, mais aussi éthique et social. Surtout dans une ville où une personne sur trois vit avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. (ad)

Laïcité au pays du Soleil levant

Seikyobunri, c'est plus ou moins comme cela que l'on traduit le mot «laïcité» en japonais. Le principe de séparation de la sphère religieuse et de l'État est d'ailleurs consacré dans l'article 20 de la Constitution japonaise depuis 1946. Une cérémonie religieuse – et son coût faramineux puisqu'en 1990, elle avait coûté 17 millions d'euros aux Japonais, comme le rappelait *Le Monde* (13/12) – oppose actuellement l'État, ou plus exactement le gouvernement nationaliste de Shinzo Abe, très attaché au culte shinto incarné par l'empereur, et un membre éminent de la famille impériale, le prince Akishino, qui défend une stricte préservation de la ligne qui sépare le public du religieux. *Le daijō-sai* est en fait la cérémonie qui accompagne l'intronisation de l'empereur. C'est donc ici le frère du futur empereur qui met les pieds dans la *tempura*. Ce même principe de séparation, certes pas (encore) inscrit dans la Constitution, est mis à mal en Belgique au moins deux fois par an lors du *Te Deum* célébré le jour de la fête du roi et de la fête nationale. Cette cérémonie catholique est commandée par l'État et très appréciée de notre très catholique famille royale. Mais que fait le prince Laurent?!? (ad)

La Terre a rendez-vous avec l'humanité

Face à l'impasse des systèmes dominants, le politologue et économiste italien Riccardo Petrella plaide avec urgence pour une autre façon d'habiter la Terre. Un pacte pour tous : êtres humains et autres espèces vivantes. Le changement doit d'abord être collectif et non local et individuel.

Par Catherine Callico
Journaliste

La COP24 a à nouveau illustré le déni des États par rapport aux défis climatiques. Comment en est-on arrivé là ?

La conférence de l'ONU sur le changement climatique, à Lima – la COP20 – qui s'est tenue fin 2014 a anéanti l'idée d'un accord mondial. À partir de ce moment, chaque État pouvait décider individuellement de ses objectifs et de son pouvoir de contrôle en la matière, en vertu du principe de la souveraineté nationale sur les ressources de la planète. Après la conférence de Copenhague de 2009, qui réunissait des États et des mouvements associatifs, celle de Lima était principalement intergouvernementale. L'influence des autres acteurs y était très limitée en matière de responsabilité civile. La priorité était donnée au secteur économique, en particulier au travers de délégations nationales. Le but de cette conférence était pourtant de poser les bases d'un programme commun lors de la COP21 à Paris, un an plus tard. Dix-sept objectifs de développement durable y ont été défi-

nis, mais chaque État est devenu libre de réaliser ce qu'il souhaitait. Tout cela démontre les faiblesses structurelles des principes et solutions liés à la problématique de la protection de la Terre.

De même, le principe de légitimité des brevets sur le vivant, dans un but lucratif, a toujours constitué une entrave à un projet environnemental mondial ?

Oui, il s'agit du deuxième principe qui empêche la COP de réaliser des choses, même très partielles : aucune des COP n'a mis en question le droit de propriété privée sur le vivant. Celui-ci a été instauré par la Cour suprême des États-Unis en 1980 et prévoit que sur une période de 17 à 25 ans, des sujets privés peuvent être propriétaires d'une cellule, d'une molécule, d'un gène, d'une espèce animale. Suite à cela, en 1998, l'Union européenne a également adopté une directive dans ce sens pour assurer sa compétitivité. Depuis lors, on assiste à une exploitation dévastat-



© STR/AFP

La Terre est en sursis. Il faut d'urgence modifier le cours de l'histoire.

rice et monétarisée des ressources de la planète. Cette brevetabilité du vivant confère le pouvoir aux multinationales, le but étant de maximiser les profits des entreprises. C'est de cette façon que la molécule du glyphosate est devenue la propriété de Monsanto – qui détient 7 200 brevets – et qu'aujourd'hui se pose la question de la prolongation du brevet et de son autorisation. La France était d'abord contre, puis l'a défendue au nom de l'industrie agro-alimentaire française. On donne le pouvoir de la régulation politique à des marchés privés. Lesquels, selon l'Union européenne, seraient les seuls aptes à optimiser les ressources de la terre. Dans ce contexte, comme espérer un changement climatique ?

C'est également le cas de l'eau en Europe ?

Depuis le début des années 1990, la Commission européenne appuie la soumission de l'eau et des services hydriques aux règles du marché, mais elle est partiellement contrecarrée par des mouvements populaires qui défendent le caractère public de l'eau et de sa gestion. La Directive-cadre sur l'eau de l'an 2000 a contraint le citoyen à payer l'accès à l'eau potable et à son assainissement. Et depuis 2012, un Plan de sauvegarde des eaux d'Europe confère à des porteurs d'intérêts privés la mission de définir les priorités de la politique européenne de l'eau.

Ces orientations répondent aux ambitions de compétitivité et de sécurité nationales, désormais liées et érigées en priorités par les États. Parallèlement, on assiste à une militarisation accrue du monde.

La guerre et les activités militaires sont économiquement rentables, et se placent en troisième position après les secteurs informatique et pharmaceutique. La militarisation du monde garantit l'accès aux ressources par la guerre, et augmente le PIB des pays qui investissent dans l'armement. La chute de l'URSS en 1989 a conforté les États-Unis dans sa position d'unique superpuissance militaire mondiale, avec des armes de plus en plus sophistiquées. Dans un contexte de «terrorisme global», la France et le Royaume-Uni lui ont emboîté le pas, suivis par des pays comme la Russie, la Chine, Israël. Ces pays figurent parmi les principaux exportateurs d'armes au monde. Sur le plan politico-culturel, l'objectif premier est celui de la sécurité nationale et justifie tous les choix. À nouveau, le concept de sécurité collective n'entre pas en jeu. Tout État se donne les moyens de garantir l'ap-

La guerre et les activités militaires sont économiquement rentables, et se placent en troisième position après les secteurs informatique et pharmaceutique.

provisionnement de ressources là où elles existent. Par exemple, les entreprises américaines, françaises, britanniques font développer des produits chimiques dans d'autres régions du monde. Or, si les puissances décident que c'est stratégiquement important pour leur sécurité nationale, c'est une source de guerres au sein des pays mêmes. Dans le contexte de la coalition arabo-occidentale contre l'État islamique, nous avons ainsi fomenté la guerre en Irak et en Syrie.

Au niveau environnemental, on nous martèle que le changement passe par les comportements individuels : la manière de se chauffer, la voiture électrique... Qu'en est-il ?

C'est le système qui doit changer. Mais très souvent, les associations civiles tombent dans le piège. Fragilisées par les budgets qui diminuent, elles se sont repliées sur le local et pensent pouvoir agir par ce biais. Ce type d'associations contribue à faire croire que le changement passe par l'individu. Or, aujourd'hui, elles reçoivent des aides du privé. Le partenariat privé-public leur semble une solution pour obtenir des subsides. De la même façon, celui-ci est source de subsides pour les grandes entreprises. On en arrive à ce type de situation et aux conséquences liées, tel le fait qu'aucune véritable politique de développement durable n'est mise en place. La marchandisation entraîne une privatisation des pouvoirs publics et la défense des porteurs d'intérêts. Le pouvoir appartient aujourd'hui essentiellement à la finance et aux banques.

Comment peut-on dès lors, en tant que citoyens, lutter contre le système actuel ?

Comment changer un système aussi fort, brutal, qui a réussi à convaincre la population mondiale que le capitalisme est l'unique voie qui peut fonctionner et que le changement ne peut s'opérer qu'au sein de ce même système ? En ne faisant pas ce qu'il propose, comme « change ton mode de vie ». La culture judéo-chrétienne inculque le salut individuel ; or le changement doit être collectif. La lutte doit s'organiser au niveau mondial. La difficulté est qu'aujourd'hui le système domine les outils de changement : la presse, la finance, la science, la technologie... au détriment d'une vision autonome des progressistes.

Les marches collectives se multiplient un peu partout. Peuvent-elles selon vous contribuer au changement ?

Je suis favorable à ce type d'initiatives. La Marche mondiale des femmes conscientise et fait peu à peu bouger les choses. Les marches collectives mobilisent des millions de gens dans le monde. Elles sont efficaces dans une perspective historique, pas en cinq ans. Par exemple, en Russie, des « petites » marches ont ensuite réuni des dizaines, des centaines, des milliers de personnes. À Rome, 170 000 personnes ont participé à la dernière marche des femmes. Le 8 mars, cette marche a débouché sur une grève du travail des femmes, alors qu'aucun syndicat n'est jamais parvenu à organiser une grève mondiale.

L'État s'est donné une propriété patrimoniale sur le citoyen par la nationalité octroyée.

Vous appelez l'humanité à réagir, notamment au travers d'un Pacte. Qu'entendez-vous par là ?

Les citoyens sont invités à modifier le cours de l'histoire en inventant une autre façon d'habiter la Terre pour tous, êtres humains et autres espèces vivantes de la planète. Ainsi, en Italie, en décembre dernier, nous avons organisé une première Agora des habitants de la Terre, afin de tenter de donner une série de réponses aux questions actuelles, et de définir un Pacte de l'humanité. Des communes ont été invitées à proclamer leur décision à octroyer aux citoyens une carte d'identité des habitants de la Terre. Celle-ci a une valeur symbolique, politique, culturelle. Sur cette carte, on indiquera juste les noms, prénoms, dates de naissance, villes d'origine. Les communes peuvent le faire, mais non les États qui depuis plus de cent ans sont responsables du vol de la citoyenneté. L'État s'est donné une propriété patrimoniale sur le citoyen par la nationalité octroyée. L'être humain est devenu la propriété d'une conception statocentrique. L'habitant de la Terre, lui, est d'abord cela avant d'être citoyen d'un pays. 🌱



Bibliographie sélective

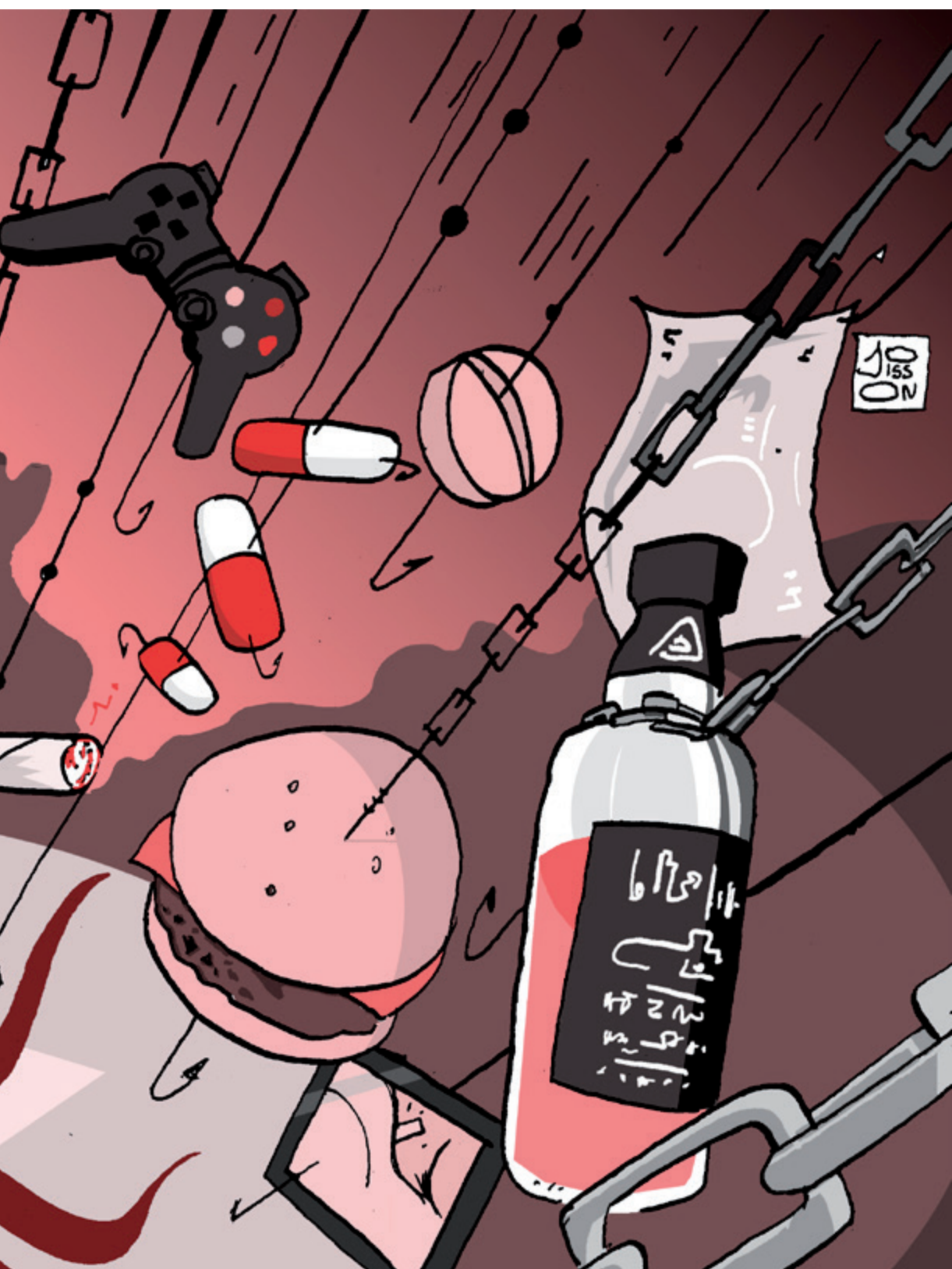
« Au nom de l'humanité. L'audace mondiale », Couleur Livres, 2015, 245 pages.

« Pour une nouvelle narration du monde », Montréal, Écosociété, 2008, 184 pages.

« Désir d'humanité : le droit de rêver », Bruxelles, Labor, 2004, 194 pages.

Addictions, plaisir et libre arbitre





Vivons-nous dans une société d'addictions ?

Aux écrans, aux jeux, au sexe, au shopping, aux drogues, à l'alimentation, au sport... La liste est longue et non-exhaustive. Des « objets » d'addiction, mais aussi de plaisir. Entre les deux, plusieurs nuances de gris pour pencher d'un côté ou l'autre de la force. Et si nous n'y pouvions rien ? Si ces addictions s'imprégnaient en nous, malgré nous... Parce que nous serions génétiquement programmés à cet essaim ? Qu'en serait-il dès lors de notre libre arbitre ? Et si nos sociétés avaient de surcroît ouvert la porte à certains « poisons », initialement conçus pour nous aider, mais finalement voués à nous rendre encore plus accros ? Rien n'est simple ou binaire en matière d'addictologie. Invitation à pénétrer dans un monde complexe, sans retenue, mais clair d'esprit.

« Une société sans drogue est une utopie »

Responsable d'une association de prévention et de promotion de la santé chez les étudiants et spécialiste des assuétudes, il est à l'initiative du réseau « Jeunes, alcool & société » en Belgique francophone : Martin de Duve mène depuis plus de 15 ans de nombreux projets de prévention sur la question de la consommation de drogues et d'alcool par les jeunes. Les addictions n'ont plus de secret pour lui... ou presque !

Propos recueillis par Pierre Jassogne
Journaliste

En matière d'addictions, l'État a toujours joué un double jeu : en promouvant le danger à des fins économiques comme le tabac ou l'alcool et en le condamnant comme la drogue... Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Il a toujours existé. Quand les premières législations apparaissent au début du XX^e siècle – en Belgique, en 1921 : elles sont exclusivement morales. La décision a été prise en fonction des produits, mais tous les produits ne se sont pas retrouvés égaux devant la loi. En Occident, tabac et alcool ne posaient pas de problème, contrairement à d'autres. C'est une approche purement arbitraire du législateur qui établit une classification avec des drogues « culturelles » comme l'alcool ou le tabac, même si cela a changé pour ce dernier depuis. Cette position exclusivement morale qui est sur certains aspects extrêmement prohibitionniste et sur d'autres extrêmement permissive ne se justifie pas d'un point de vue de santé publique. Aujourd'hui,

cette approche mérite une refonte complète du logiciel face à des phénomènes comme les nouvelles drogues de synthèse qui la dépassent. En effet, une nouvelle substance apparaît chaque semaine. Si le législateur veut maintenir son paradigme moraliste et prohibitionniste, il devrait chaque semaine changer la loi pour interdire une série de substances qui apparaissent sur le marché. Ce paradigme moraliste ne tient plus la route. Il faut pouvoir remettre à plat le logiciel législatif, totalement déconnecté des aspects de santé publique.

Raison pour laquelle vous en appelez à changer de paradigme...

Pour casser ce paradigme moraliste, il faut aller vers plus de pragmatisme au niveau des addictions. Cela passe par un changement de législation, mais aussi sur la manière dont les acteurs de la santé travaillent : l'approche biomédicale qui prévaut dans nos sociétés fait que chacun (médecins, psychiatres,

psychologues, acteurs de prévention) travaille séparément. Commencent à se développer des pratiques de collaboration, et pour certains services, se développent des pratiques de transdisciplinarité, avec une approche multiple pour avoir une vision du continuum dans la relation que l'individu a par rapport au produit. Il faut aussi décriminaliser l'usage: une personne qui use de produits psychotropes peut avoir besoin d'aide et d'accompagnement, elle n'a pas besoin de sanction. C'est une aberration totale – c'est simplement la mettre dans une situation stigmatisante qui va probablement augmenter sa consommation, et au pire l'enfoncer dans des formes de criminalisation plus graves. La prohibition a un impact délétère sur la santé et les populations avec des produits qui deviennent de plus en plus dosés en principes actifs, dans une espèce de course effrénée qui pousse le consommateur à se tourner vers des réseaux clandestins. Dans une telle situation, on n'enraye même pas la consommation, on n'a pas accès à ces consommateurs pour faire de la prévention, de la sensibilisation ou de l'accompagnement. Il n'y a aucun bénéfice à le faire, d'autant que cela coûte des sommes folles en matière de sécurité et de justice... Tout cet argent pourrait être réinvesti dans des politiques de santé publique et de prévention. C'est un non-sens complet.

Mais ce changement de paradigme doit-il se faire dans une libéralisation totale ?

Les produits psychotropes ne sont pas anodins: ils ont un réel impact

sur la personne, sur la société, sur l'interaction entre les individus, sur la santé mentale et physique. Aussi faut-il un traitement spécifique de ces produits de la part de l'État, et on ne peut pas laisser faire tout et n'importe quoi. En matière de cannabis, des législations apparaissent un peu partout dans le monde. Au Colorado, c'est le modèle capitaliste à outrance qui s'est mis en place avec une sorte de Cannabis Land et des pratiques commerciales douteuses, entraînant tout une série de dérives. Ce n'est pas le modèle que l'on prône. Le Portugal a récemment dépénalisé tout usage de drogue avec des effets sur le terrain extraordinaires puisqu'on permet de sociabiliser des individus, de les mettre sous traitement, de les accompagner, de pouvoir faire de la prévention, d'avoir accès aux toxicomanes qui étaient totalement mis au ban de la société et qui maintenant se réinsèrent. Ce lien avec la société est déterminant...

D'où le rôle essentiel de la prévention et la promotion de la santé. En la matière, les autorités en font-elles assez ?

Soyons clairs, non! Les moyens alloués à la prévention sont ridicules. L'enveloppe de la santé publique est éclatée sur six ministres en Belgique. Comment mener une politique de santé cohérente quand tout est morcelé? De manière générale, un euro investi en promotion de la santé et en prévention, ce sont trois à quatre euros récupérés à moyen terme sur les coûts de soins de santé.

Pourquoi l'État n'investit-il pas plus dans cette promotion ? À cause des lobbies ?

Cela pèse énormément dans la prise de décision. En la matière, le cas de l'Open VLD est problématique. Le parti a systématiquement fait capoter les initiatives autour d'un plan alcool tant en 2013, 2015 que 2017. Notamment parce qu'il a clairement des accointances avec le lobby de l'alcool: la fédération des brasseurs belges a engagé Sven Gatz en 2013 comme président, et le temps de la négociation, le plan a capoté. Sven Gatz a ensuite démissionné de sa fonction et est revenu à son mandat politique. Le conflit d'intérêts est évident. Les lobbies en général, et le lobby brassicole en particulier, ont voix au chapitre en Belgique, en impactant les politiques publiques. Je n'ai pas de problème avec l'alcool, ni avec les produits, mais j'en ai un avec la responsabilité que l'État a sur les pratiques qui poussent

à la surconsommation de ces produits. Ce n'est pas la consommation qui pose problème, mais la surconsommation. Or, la publicité contribue à celle-ci, et c'est à l'État, à un moment donné, de mettre les balises pour éviter ces problématiques, d'autant que l'alcool a un impact de santé publique colossal dans notre pays: 10 % de la population a une consommation problématique et c'est la troisième cause de mortalité. Ensuite, cette problématique coûte cher. Entre quatre et six milliards d'euros par an.

À côté de cela, de nouvelles addictions apparaissent, comme la cyberdépendance aux réseaux sociaux ou aux écrans...

On observe sur ces comportements addictifs ou compulsifs – peu importe que ce soit avec ou sans substance – des mécaniques assez semblables qui activent le circuit de la récompense au niveau de notre cerveau. Les neurosciences s'intéressent évidemment à cela, mais le commerce aussi





avec le développement du neuromarketing. Les *neuromarketers*, notamment de Facebook, ont admis, puis validé le fait que les *likes* activaient aussi ce circuit de la récompense. Évidemment, dans une moindre mesure que de la cocaïne ou de l'héroïne, mais cela agit sur ce circuit. On est sûr des mécaniques similaires, mais alors que faire ? Soit on devient fou, on légifère à tout prix sur toute action, tout produit, tout service qui aurait un impact sur nos comportements. Soit on accepte que nous n'avons pas prise sur ceux-ci, mais avec la possibilité tantôt de mettre le holà à certaines pratiques excessives, tantôt de renforcer la prévention ou l'éducation, qui vont développer des facteurs de protection de façon à ce que les individus deviennent des consom'acteurs, et non des consommateurs compulsifs. C'est vers cela que nous aimerions tendre.

D'autant qu'historiquement, l'homme a toujours cherché à modifier son état de conscience.

En effet. Les traces les plus anciennes remontent à -10000 ans avant même que l'homme ne soit sédentaire. Sur un site au sud de la Turquie, récemment découvert, des archéologues allemands y ont trouvé des traces d'oxalates de calcium, un sous-résidu du brassage. C'était un lieu festif où on consommait de l'alcool vers -10000, avant même que l'homme ne soit sédentaire. Les premières traces d'hydromel datent de -7000. Les traces de consommation de cannabis en Chine de -2700 ans avant notre ère. Vouloir une société sans drogue est une utopie. Pendant longtemps, l'État n'en a eu cure. Il faut attendre la fin du XIX^e siècle pour qu'il commence à s'y intéresser avec cette approche morale et arbitraire dans laquelle nous baignons encore. 🍀

Accro au sexe (virtuel) ?

Porno-dépendance, sexualcoolisme, « addiction » aux images érotiques ? Dans quelles mesures s'octroyer des récompenses à travers le plaisir sexuel virtuel est-il problématique, voire addictif ? De l'hypersexualité à l'hypermépendance, tout dépend de l'impact sur la vie des personnes concernées.

Par Pierre Masuy
Journaliste

« La dépendance au porno n'existe pas ! », c'est en substance ce que des chercheurs de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) ont révélé, il y a trois ans. Leur étude sur le sujet a été publiée dans la revue *Biological Psychology*. Pour eux, il n'est pas question d'addiction, ou pour être plus exact de dépendance, même si de 6 à 10 % des internautes disent souffrir d'une consommation excessive d'images et de vidéos à caractère sexuel. Pour en arriver à cette conclusion, ce sont 122 hommes et femmes qui ont répondu à des questions et visionné des vidéos spécifiques. Leurs réactions cérébrales ont été enregistrées au moyen d'un électroencéphalogramme. Conclusion ? Le « potentiel évoqué », soit l'intensité de la réponse émotionnelle du cerveau, ne correspondait pas à la réaction des personnes accoutumées aux drogues, au tabac, voire aux jeux d'argent. Bref, ce n'est pas à proprement parler une addiction.

Mais, soyons clairs, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de difficultés à gérer une consommation immo-

dérée d'images pornographiques. Loin de là ! Les professionnels présentent souvent l'addiction comme un mode d'utilisation inapproprié d'un produit. Ici, dans le cadre de la porno-dépendance, il n'y a pas véritablement de produits comme l'alcool, mais essentiellement un comportement invalidant.

Conséquences intimes

Dans le cadre de la rédaction de cet article, une sexologue nous a aiguillés. Et, elle aussi, elle préfère parler de « comportement compulsif » occupant le psychisme de l'individu plutôt que d'addiction. Ainsi, si la masturbation est naturelle, en abuser jusqu'à une quinzaine de fois par jour en visionnant des sites pornographiques a des conséquences sur la vie professionnelle et sur la vie de couple. Et de citer un patient, la trentaine, qui ne désirait plus faire l'amour à sa compagne, préférant la pornographie sur les écrans. Ou encore cet homme de 50 ans qui s'enfermait plusieurs fois par jour, de longues minutes, dans les toilettes de son travail pour visionner des vidéos

érotiques sur son GSM. Des collègues s'en sont rendu compte. Et cela lui a causé bien des soucis.

Il existe donc bien, en ce sens, une forme de dépendance à la pornographie particulièrement depuis l'avènement d'Internet (cyberdépendance). Plutôt que de l'addiction donc, certains évoqueront, à l'instar du psychiatre américain Aviel Goodman, une «perte de contrôle et la poursuite du comportement pathologique malgré la connaissance de ses conséquences négatives pour l'individu».

Addictions genrées ?

Dans un article paru dans le *Quotidien du médecin* en mars 2012, la

professeure de psychiatrie Florence Thibaut évoquait le terme d'hypersexualité. Elle le définissait comme «une fréquence excessive, croissante et non contrôlée du comportement sexuel dont les conséquences sont négatives pour le sujet qui en est atteint. La fréquence d'un tel comportement a pu être évaluée entre 3 et 6 % de la population générale. Ce comportement est essentiellement l'apanage des hommes (5 hommes pour 1 femme) et débute en général à l'adolescence.» Les addictions chez les femmes sont plus rares, c'est un fait. Chez l'homme, le mécanisme de l'éjaculation est lié à la jouissance. Selon Florence Thibaut, cette hypersexualité inclut des comportements sexuels comme la masturbation



compulsive (de 5 à 15 fois par jour). Ce qui provoque parfois des blessures des organes génitaux externes (blessures péniennes ou clitoridiennes). La professeure cite aussi la dépendance à des «formes anonymes ou payantes du désir sexuel comme la prostitution, la pornographie, la sexualité par Internet qualifiée de cybersexe. Elle est actuellement définie par la durée de visualisation de sites pornographiques de 7 à 14 heures par semaine».

Récompenser le cerveau

Comment expliquer ce phénomène ? Pour Michelle Boiron, psychologue clinicienne, il est lié «à un dérèglement du circuit de la récompense dans le cerveau. Celui-ci en réclame toujours plus pour retrouver le niveau d'excitation ressenti lors des premières expériences. Ce qui pousse l'individu à consommer de plus en plus d'images à caractère sexuel». L'orgasme devant des images sexuelles soulage les angoisses dans un premier temps. La pensée est dirigée vers le besoin de se dégager d'une tension, de se donner du plaisir. Mais la répétition à l'excès, constatent les thérapeutes, laisse place à des sentiments de honte, voire de culpabilité chez certains. Des dommages comme des insomnies ou un amaigrissement peuvent également survenir. Notons que le sentiment de culpabilité est davantage exacerbé chez ceux dont la religion a toujours une place plus importante dans leur vie. Pensez à ce sujet à la notion de l'abstinence dans le catholicisme.

Question d'impact

C'est assez subjectif selon les individus, mais en fin de compte, c'est la perte de contrôle due à une forme de dépendance sexuelle qui est problématique. Alors, comment savoir si on est «dépendant» au sexe ? Les sexologues et autres praticiens de la santé spécialisés sur cette question se basent sur plusieurs signes. En gros, ils vont s'inquiéter de savoir si la pratique de leur patient n'est plus contrôlable ; si elle a des conséquences sociales, familiales, médicales ; si elle provoque un état psychologique ou physique particulier (tristesse, anxiété, insomnie, etc.). Il existe même des tests pour évaluer une «addiction» (terme inapproprié ici) sexuelle. Le questionnaire de Carnes, par exemple, créé dans les années 1990, sonde les personnes sur leurs pratiques. Il demandera, entre autres choses, si vous vous êtes déjà fait la promesse d'abandonner certains aspects de votre sexualité ; si vous vous êtes déjà senti mal à l'aise vis-à-vis de votre comportement sexuel. Ou encore si votre comportement sexuel a déjà été à l'origine de difficultés pour vous ou votre famille. Les thérapeutes pourront ensuite interpréter les réponses aux questions et mettre en place des stratégies régénératrices. L'objectif d'améliorer l'estime de soi, de diminuer les pratiques qui mettent dans l'embarras directement ou... indirectement. C'est-à-dire quand cela devient invalidant pour la vie famille ou la carrière. 🌹

Le gène de l'addiction

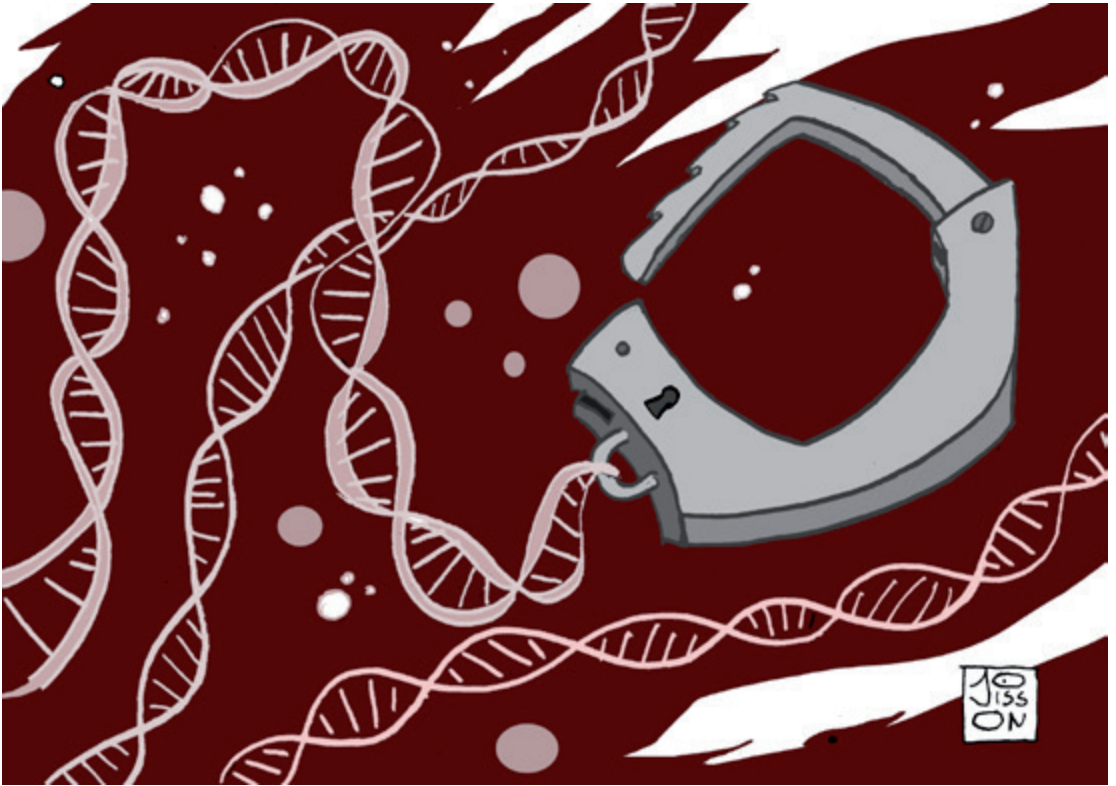
Certaines personnes sont-elles plus prédisposées à sombrer dans l'addiction ? Réponse affirmative au vu des derniers résultats de recherches mettant en lumière un gène qui joue un rôle primordial dans les assuétudes. Interview d'Alban de Kerchove d'Exaerde, directeur de recherche FNRS au laboratoire de neurophysiologie de l'ULB.

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Il y a quelques mois, vos recherches ont mis en lumière les mécanismes d'assuétudes. Existe-t-il un gène de l'addiction ?

Dans le cadre de nos recherches, on a découvert que lorsque l'on désactivait un gène chez la souris, on supprimait tout effet de la drogue. Il faut savoir que toutes les drogues qui induisent une addiction – que ce soit l'alcool, le cannabis, les psychostimulants, la cocaïne, les opioïdes ou les benzodiazépines – ont, par des mécanismes qui ne sont pas les mêmes, un effet commun : à savoir d'augmenter la concentration en dopamine, ce fameux neurotransmetteur qu'on appelle trop souvent à tort « neurotransmetteur du plaisir ». Il s'agit plutôt du neurotransmetteur du renforcement ou de la facilitation du mouvement, en l'occurrence. Les parkinsoniens ont par exemple un déficit de dopamine, alors que chez les dépendants aux drogues, on note un excès de dopamine. On a montré que lorsqu'on supprimait ce gène et qu'on faisait

une injection de cocaïne, la libération de dopamine était altérée. Notre hypothèse de travail fut donc de dire que cela se jouait sur le système dopaminergique. Ensuite, nous avons voulu voir dans quelle population de neurones cela pouvait avoir un impact. Ce sont les neurones qui reçoivent la dopamine, dans une région importante pour la dépendance aux drogues, qu'on appelle le *nucleus accumbens* (NAc) ou le striatum ventral, qui est un acteur majeur dans le système de la récompense. C'est là que ça va se jouer. De plus, le NAc reçoit aussi des projections importantes venant du cortex préfrontal. C'est cette région qui nous sert quotidiennement pour planifier, organiser nos comportements. C'est une région qui, chez les drogués, est par exemple clairement altérée. On parle d'hypofrontalité. Nous avons montré que c'est dans ces neurones du cortex préfrontal que notre gène jouait un rôle important, en influençant la libération de dopamine dans le *nucleus accumbens*.



C'est très troublant comme découverte, que ce soit précisément cette zone du cerveau, c'est-à-dire le centre des décisions, de la volonté en quelque sorte, qui entre en ligne de compte par rapport aux addictions.

On ne s'y attendait pas, on savait que le cortex préfrontal envoyait des connexions vers les neurones dopaminergiques et vers le *nucleus accumbens*. Mais on a aussi vu qu'il y avait une autre région de neurones en provenance de l'amygdale qui interagit. Cette structure est très importante par rapport à tout ce qui concerne le conditionnement à la peur, ainsi que dans l'appréciation de stimuli jugés comme positif ou négatif. C'est de l'ordre de l'éva-

luation. Les gènes qui ont un effet aussi massif sur la dépendance aux drogues ne sont pas nombreux. Il y a le transporteur de la dopamine, mais aussi un récepteur glutamatergique.

Qui porte le nom un peu barbare de mGluR5. Le processus de dépendance est aussi lié au glutamate, alors ?

En fait, c'est le neurotransmetteur exciteur le plus important au niveau du cerveau, c'est-à-dire toute la circuiterie excitatrice. Il s'agit par exemple des mécanismes de mémorisation explicite ou épisodique, le fait que si je vous dis «maman», vous avez une image très précise qui arrive en tête : tout cela se passe au niveau de l'hippocampe, grâce à la

neurotransmission glutaminergique principalement.

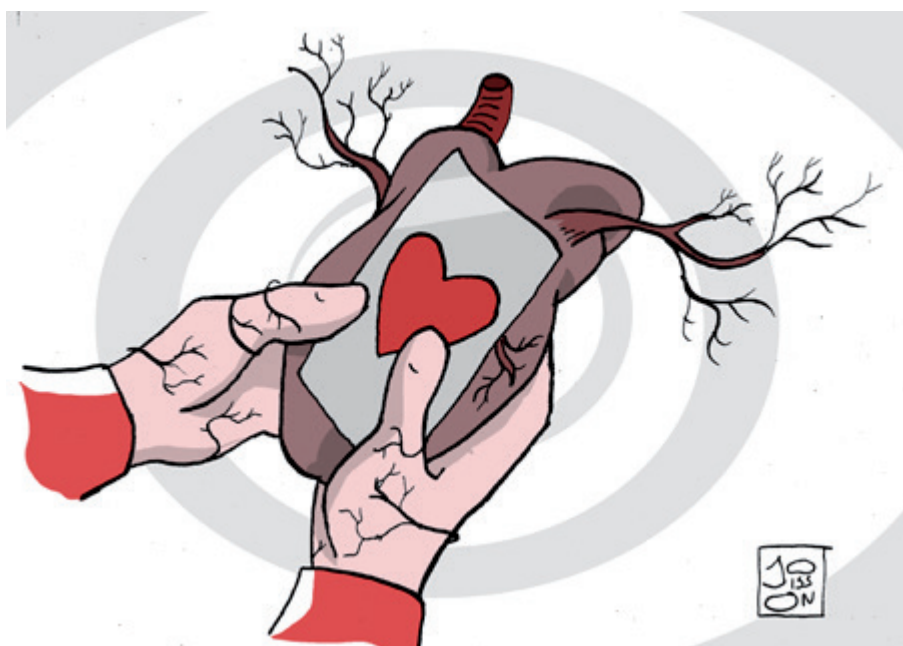
Suite à ces découvertes, peut-on finalement affirmer que certaines personnes sont plus prédisposées génétiquement à l'addiction ?

C'est sûr. Il est évident qu'il y a une composante génétique, si on donne un accès libre à la cocaïne, par exemple, tout le monde ne va pas devenir dépendant. Le gène que l'on a trouvé est important. À présent, nous aimerions savoir si les gens qui sont résilients à la drogue ont effectivement ce gène altéré ou moins exprimé. Mais le côté environnemental est très important également. Prenons l'exemple des souris. Vous séparez des souriceaux de leur mère et vous les mettez en présence d'une mère artificielle qui a du lait. Si l'on observe ensuite les

souriceaux qui ont été séparés de leur mère de ceux qui ne l'ont pas été, et qui sont génétiquement identiques, on remarque que les premiers comportent plus de risques de dépendance et d'impulsivité. On a démontré que cela se passe au niveau de l'expression du récepteur à la dopamine. Cela montre que même l'expression de ce gène dépend des conditions environnementales. Nous sommes la résultante de ce qu'on a reçu génétiquement et de notre environnement.

C'est là encore très troublant. Cela signifie qu'il y aurait un déterminisme qui se jouerait durant la petite enfance ? Parle-t-on d'épigénétique, autrement dit d'une adaptation des gènes à leur environnement ?

On ne peut pas l'exclure, en tout cas. Ces choses-là rentrent en ligne



de compte, bien sûr. En gros, on ne touche plus à la séquence génomique, mais bien à l'expression de gènes. Certaines protéines viennent diminuer l'accès à des régions du génome. Dans ce cas, on ne joue plus sur la séquence de l'ADN, mais sur l'expression ou la répression de zones spécifiques de l'ADN qui font que des gènes vont plus ou moins s'exprimer par la cellule qui va intégrer des stress. Prenons par exemple le conditionnement à la peur. On a montré, chez la souris, que si l'on conditionne une mère à la peur, avec une odeur particulière, le souriceau qui n'a jamais été lui-même traumatisé le sera au contact de cette odeur. On pourrait imaginer que c'est la mère qui a fourni cette information, par son comportement, au souriceau. Mais le résultat est identique par procréation assistée. Il y a donc une information qui se code et qui amène cette information dans la descendance. La régulation des gènes se transmet. C'est un phénomène épigénétique et pas génétique.

Cela signifie-t-il dès lors que rien n'est figé, dans le bon comme dans le mauvais sens, finalement ?

On a une espèce de degré de liberté sur lequel on peut agir. C'est pour ça que les psychothérapies fonctionnent dans certains cas. On a démontré par imagerie cérébrale que la psychothérapie, dans le cadre de la dépression, améliorerait les déficits observés. Il existe des psychothérapies comportementales qui ont des succès dans l'addiction, bien sûr. Mais il ne faut pas oublier que l'addiction est une maladie chronique

et il n'y a malheureusement pas de compromis. Le fait de reprendre une cigarette pour un tabaco-dépendant suffit à réenclencher le cycle de l'addiction, parce qu'il faut réaliser que la région du cerveau qui est impliquée dans l'addiction est la même que celle impliquée dans tous les apprentissages moteurs ou la mémoire procédurale. Le codage de cette information est extrêmement robuste et solide. C'est pour cela que si l'on devient addict à quelque chose, quelle que soit la substance, c'est vraiment difficile d'«effacer» cette assuétude. En fait, nous sommes «piégés» par notre cerveau et son dysfonctionnement, c'est donc une maladie à part entière.

Vous affirmez aussi que la réponse aux différentes drogues n'est pas la même. Qu'est-ce qui change ?

L'alcool, le cannabis et les opioïdes agissent sur des neurones inhibiteurs, agissant sur les neurones dopaminergiques. Ils ont pour effet d'inhiber les neurones. Ce que font le cannabis et les opioïdes, c'est qu'ils inhibent ces neurones inhibiteurs. C'est-à-dire que l'on freine le frein. Celui-ci marche moins fort, donc les neurones dopaminergiques sont plus stimulés et ils relâchent de la dopamine. Idem pour l'alcool. D'où l'augmentation de libération de dopamine dans le *nucleus accumbens*.

Les addictions au sport, au sexe, au shopping, relèvent-elles des mêmes mécanismes ?

Sûrement, parce qu'il y a un côté compulsif. Le sexe, en effet, c'est

une récompense, donc ça joue sur le système dopaminergique. Le fait de consommer par exemple du sucre, c'est ce qu'on appelle une récompense primaire. Le système de la récompense, à quoi sert-il ? À apprendre, c'est extrêmement efficace et c'est absolument indispensable à notre survie : il nous apprend à manger, à respirer, à boire, à nous reproduire et à interagir socialement. Il faut qu'on apprenne, donc il faut qu'il y ait un certain nombre de récompenses codées dans notre machine de départ pour ensuite avoir des récompenses secondaires. Je reprends l'exemple de la dépendance à la nourriture ou au sucré, il y a effectivement certains troubles alimentaires qui sont de type addictif parce que le système dopaminergique et du renforcement, qui est sous contrôle, est perturbé. Avec le sexe, c'est la même chose ; l'excitation du jeu aussi.

Est-ce que cette excitation, ce renforcement, peut aussi être d'ordre purement psychologique ?

Je vais donner un autre exemple de renforcement primaire : la symétrie. Pour des raisons de choix sexuels secondaires, nous sommes sensibles à la symétrie. Nous voyons par exemple tout de suite si un cadre n'est pas droit. Ce sont des processus biologiques. Ce genre d'éléments ont été sélectionnés au cours de l'évolution, comme quelque chose d'important. La symétrie nous procure donc une satisfaction. Il y a des tas de choses comme ça, mais aussi certaines qui ne sont pas nécessairement liées aux sens. Prenons

l'exemple de la nouveauté, le nouvel iPhone qui sort tous les ans. En soi, c'est un système de renforcement, cela stimule notre système dopaminergique.

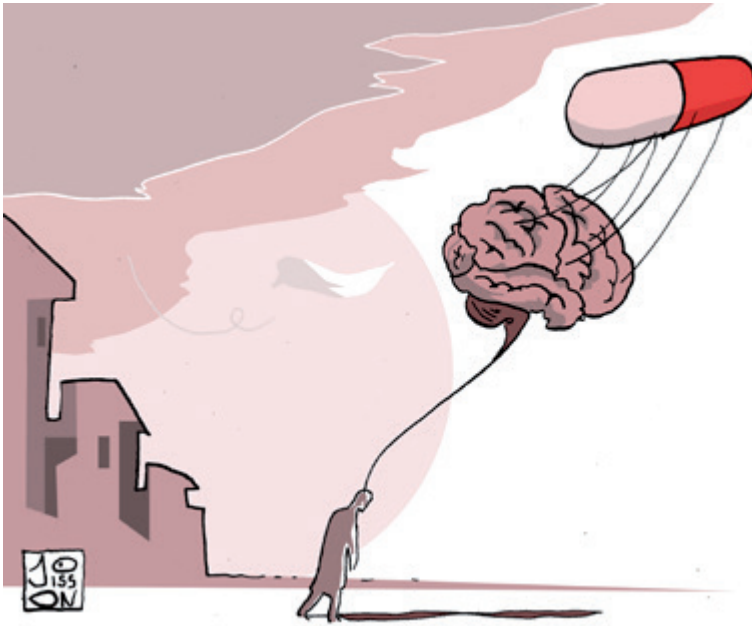
Cela pose une vraie question par rapport à notre libre arbitre, mais aussi de savoir comment mieux soigner les addictions ?

On n'est pas égaux par rapport à ce « libre » arbitre. Il y a des fumeurs qui sont tout à fait capables de s'arrêter d'un jour à l'autre, d'autres qui n'y arrivent jamais. Concernant la guérison, imaginez ce que l'on pourrait obtenir en agissant sur les partenaires de ce gène qui sont potentiellement ciblables par une molécule. Le but serait de réussir à rendre cette protéine inactive ou inefficace chez les patients dépendants.

L'addiction dit-elle quelque chose de notre personnalité ?

C'est trop réducteur comme image. C'est-à-dire qu'il est clair que dans l'alcoolisme ou le tabagisme, il y a une composante génétique évidente, mais aussi environnementale : le fait d'avoir vu son père ou sa mère boire ou fumer est assez vite considéré comme quelque chose de normal. Donc, potentiellement, on va boire ou fumer. Cela transmet une forme d'information sur ce que l'on a reçu, sans doute. Mais sûrement pas sur qui on est, de mon point de vue.

Le renforcement du contrôle des actions par le cortex préfrontal en vue d'induire un changement de compor-



tement constitue-t-il une piste pour se départir d'une addiction ?

Cela permet d'avoir un contrôle sur les conséquences de nos actes et donc une inhibition de l'impulsivité. Mais l'une des caractéristiques du drogué, c'est qu'il souffre souvent d'hypofrontalité. Son système de décision a été altéré, donc il va maximiser son plaisir immédiat, par rapport aux conséquences à plus long terme. Un test à effectuer : si vous demandez à un hypofrontal « est-ce que tu veux 10 euros tout de suite ou 100 euros dans une semaine ? », il va prendre les 10 euros tout de suite pour maximiser son plaisir immédiat, alors qu'il aurait eu dix fois plus s'il s'était donné la peine d'attendre une semaine. Clairement, la prise de décision est un facteur central de la dépendance aux drogues. En anglais, on dit *poor deci-*

sion making, des prises de décisions « pauvres ».

C'est assez terrible comme constat, socialement, sociétalement, même !

Bien sûr ! C'est pour ça que j'insiste : mettre des drogués en prison, c'est un non-sens absolu. C'est même une honte pour notre société. Je pense qu'il est très important que l'on arrête de considérer les drogués comme des criminels. Ils le sont parce qu'ils sont prêts à tout pour satisfaire leur addiction. Mais avant ça, ils sont malades. Et ils prennent de très mauvaises décisions, qui peuvent aller jusqu'au banditisme, aussi parce que leur cortex préfrontal est altéré. Mais une personne dépendante devrait aller à l'hôpital, pas en prison. ✦

Opioïdes : de la vague au tsunami

Ils coupent le fil entre la douleur et le cerveau. Mais quand on ne peut plus s'en passer, c'est la déchéance ou la mort. En Belgique, leur usage a bondi d'un tiers en 7 ans. C'est l'une des crises sanitaires les plus importantes du XXI^e siècle.

Par Frédéric Soumois
Journaliste

Son originalité est de ne pas provenir d'une maladie, mais de... médicaments. La crise vient des États-Unis, où 72 000 personnes sont décédées d'overdose de ces produits l'année dernière, dont le célèbre chanteur Prince. Mais dans notre pays aussi, l'abus d'opioïdes fait des ravages : les utilisateurs sont passés de 304 384 en 2010 à 402 236 en 2017 au sein des membres de la Mutualité chrétienne (MC), une étude suffisamment large pour que l'augmentation de 32 % en 7 ans puisse être jaugée représentative de la population. À vrai dire, l'existence des opioïdes est d'abord un bienfait, sans lequel on ne pourrait envisager les soins modernes, de l'orthopédie au traitement du cancer.

Mais ce qui est inquiétant, c'est l'augmentation de la consommation des opioïdes chez les patients non cancéreux. 92 % des patients qui consomment ces puissants analgésiques le font pour traiter des douleurs d'origine non cancéreuse, comme des douleurs articulaires, des névralgies, des maux de dos. L'utilisation de tels antidouleurs pour ces affections ne devrait pas dépasser quelques jours, voire

semaines. Un phénomène révélateur : les médecins spécialistes, pourtant en première ligne des maladies à forte douleur, ont tendance à prescrire les opioïdes à moins de patients (35 %) que les généralistes (65 %). « L'utilisation prolongée d'opioïdes n'est pourtant pas sans risque », explique Jean Hermesse, secrétaire général de la MC. Une tolérance à l'effet analgésique s'installe assez rapidement. L'utilisation prolongée, l'augmentation des doses ou la prescription d'une variante plus puissante augmentent le risque d'effets secondaires, de dépendance et d'abus. Parmi les effets secondaires, la somnolence, avec risque d'accident de la route ou de travail, et la confusion. »

Cette augmentation de la consommation se manifeste tant pour les opioïdes faiblement dosés comme le tramadol (+ 36 % en 7 ans), que pour les fortement dosés comme l'oxycodone (+ 274 %). La hausse de cinq opioïdes (tramadol, oxycodone, tilidine, fentanyl, piritramide) a considérablement augmenté en dix ans (2006-2016), constate aussi de son côté l'INAMI. Le constat : en 2016, plus de 30 300



patients se sont procuré suffisamment d'opioïdes pour pouvoir s'administrer en moyenne plus d'une dose journalière. Un usage prolongé et régulier d'opioïdes peut créer une dépendance et contribuer à accroître la sensibilité des patients à la douleur. De ce fait, à long terme, leur besoin en antidouleur morphinique augmente.

Shopping médical

D'après l'INAMI, certains utilisateurs font même du shopping médical. C'est-à-dire qu'ils demandent des prescriptions à plusieurs médecins ou se procurent les médicaments dans plusieurs pharmacies. Certains patients vont jusqu'à recourir à des dizaines de médecins et de pharmaciens. Un phénomène qui mime ce qui est arrivé aux États-Unis. Et qui aboutit à une véritable crise, jusqu'à faire baisser l'espérance globale de vie. Une première depuis la Seconde Guerre mondiale. Avec 5 %

de la population mondiale, le pays consomme 80 % des opioïdes. À tel point que cette mise sous tutelle médicalemente a aussi des répercussions sur le... marché du travail, en éloignant de l'emploi des victimes souvent précaires. Selon l'économiste de Princeton Alan Krueger, la moitié des hommes de 25 à 54 ans sortis du marché de l'emploi prenait quotidiennement des médicaments contre la douleur, et, dans les deux tiers des cas, des médicaments sur ordonnance.

«Ce qui est fondamental à comprendre, c'est que la manière d'employer ces produits est très différente pour la douleur aiguë et pour la douleur chronique. Ils offrent un incontestable soutien dans le traitement des douleurs dues aux cancers, par exemple. Mais ils présentent une inquiétude quand ils sont utilisés dans la durée par des patients qui souffrent de manière chronique, par exemple



pour des maux de dos, de la migraine, du diabète (“pieds qui brûlent”)), explique le professeur Marie-Élisabeth Faymonville, anesthésiste-réanimateur, qui dirige le Centre de la douleur du CHU de Liège. «On considère qu’une douleur non apaisée au-delà de six mois est une douleur chronique. Mais il ne faut pas croire que le phénomène est identique dans notre pays avec celui que connaissent les États-Unis. Lors des dix dernières années, l’emploi non approprié d’opioïdes a provoqué plus de 190 000 décès. 8,5 millions de patients utilisent ces médicaments, dont l’usage est potentiellement mortel, de manière inadaptée. 2,5 millions sont de “vrais drogués” à ces substances. En Europe, sur la même période, l’usage abusif

concernait 1,3 million de personnes, alors que sa population est deux fois et demie plus importante. Le phénomène, quoiqu’alarmant, est dix fois moins étendu.» Pourquoi cette différence? «Parce que les systèmes sociaux sont fondamentalement différents. La médecine aux États-Unis est très chère. La population précarisée ne peut y accéder. Pour calmer une douleur qui les tarade, ils utilisent donc du fentanyl ou de l’oxycodone en excès. S’en fournir sur le marché noir semble très aisé.»

Il y a douleur et douleur

Pour la sommité mondiale dans le monde de l’hypnothérapie, qui assure que «chaque individu possède le

fonctionnement cérébral permettant de réagir à l'hypnose, ce qui permet notamment de soigner des dépendances comme la cigarette ou l'alcool, il faut distinguer la douleur aiguë, qui est comme un signal d'alarme, qui appelle à une aide médicale pour un traitement et une guérison, et la douleur résiduelle. Elle perdure par exemple dans la fibromyalgie, dans les neuropathologies, la migraine. La douleur est alors inutile, obsolète, mais elle va devenir un problème pour l'individu parce qu'elle dirige sa vie. Elle va détruire petit à petit sa famille, son travail, ses relations sociales sans qu'il y ait nécessairement un substrat biologique à cette douleur, qui est donc très difficilement objectivable. Car elle est radio-transparente, elle n'apparaît ni aux radios ni au scanner. Dans le cas de la fibromyalgie, tous les examens sanguins, radiologiques ou endocrinaux sont parfaitement normaux. La plasticité du cerveau a modifié des neurones, qui ont mal alors même qu'ils ne sont pas sollicités par une cause externe de douleur», explique le professeur Faymonville. Faut-il alors croire tout ce que l'individu avance ?

Le piège médicamenteux

«La douleur se compose de sensations, comme une brûlure, d'émotion, de comportement et de pensée. Ces quatre éléments peuvent influencer la sensation de douleur. On donne de la morphine, alors que la cause peut être psychosociale. Il faut être vigilant et prudent. Le piège est de se tourner vers une solution médicamenteuse alors que la solution est peut-être dans le patient. Mais notre système de soins

de santé ne valorise pas du tout l'acte intellectuel», explique Faymonville, qui a contribué début décembre à une réunion de consensus au sein de l'INAMI sur les bonnes pratiques pour l'usage des opioïdes. «Pour motiver un patient à changer pour diminuer sa douleur, cela prend du temps. Une consultation d'algologie d'une heure au moins est remboursée 23 euros. Mais si les gens ne se savent pas écoutés, ils font du shopping et cherchent une solution dans les médicaments, quitte à en subir les effets secondaires. Il faut sortir du modèle biomédical. Ce n'est pas à la marge : un Belge sur quatre subit des problèmes de douleurs chroniques. Et la solution peut être ailleurs que dans la pharmacie».... 🌿

Opium, opiacés, opioïdes

Un opioïde, comme le fentanyl ou l'héroïne, mais aussi la codéine (qu'on trouvait jusqu'il y a peu dans certains sirops antitussifs) ou l'oxycodone est une substance psychotrope de synthèse ou naturelle. Les opiacés, qui agissent sur les récepteurs aux peptides opioïdes, sont de provenance naturelle. Leurs effets communs sont similaires à ceux de l'opium sans y être chimiquement apparentés. Les opioïdes exercent leurs effets par stimulation directe ou indirecte des récepteurs opiacés, qui sont surtout logés dans les systèmes nerveux central et parasympathique. L'enjeu pour l'industrie pharmaceutique est de trouver une molécule qui offre à la fois le soulagement effectif de la douleur et le moins d'effets secondaires et d'effet addictif. (fs)

Les jeunes, des « addict-sensibles » ?

Écrans, jeux, et même boissons ou nourriture... Les adolescents sont-ils plus propices à tomber dans un état d'addiction ? Petite enquête chez de jeunes accros.

Par Pierre Masuy
Journaliste

«Maman, j'ai une partie en cours. Tu passes devant l'écran, pfff, je ne vois plus rien. Je vais me faire tuer!» Virtuellement tuer, cela s'entend. Comme des milliers de jeunes ados, Pierre joue énormément à *Call of Duty* (L'appel du devoir) sur sa PlayStation. C'est un des incontournables du moment. Le principe est simple : il faut abattre des ennemis. Il s'agit d'un jeu vidéo de tir. Il se joue connecté, en ligne avec des «amis». Ce qui constitue une forme de sociabilité. Certains y jouent plusieurs heures chaque jour. Et même quand la console est éteinte, le jeu est persistant. Le monde virtuel continue à vivre dans la tête de l'enfant.

La dépendance guette aussi les détenteurs de smartphones, c'est-à-dire presque tous les écoliers qui rentrent dans le secondaire. Plus de 80 % des jeunes entre 13 et 16 ans possèdent un smartphone (sondage iVOX mené auprès de 1 000 parents belges). Votre enfant a de mauvaises notes ? Essayez seulement de lui confisquer son GSM. Bonne chance ! Ce doudou sans fil, comme le nomme le psychologue Michaël Stora, est comme greffé à sa main.

Ces exemples montrent combien les écrans, petits ou grands, sont devenus des composants essentiels de la vie des jeunes Occidentaux. Un autre sondage représentatif (*Dedicated*, réalisé auprès de 821 jeunes francophones en 2016) révélait qu'un élève entre 11 et 18 ans passe plus de 8 heures par semaine à jouer à des jeux sur écran en tout genre (le double du temps consacré au sport). Ce n'est bien entendu qu'une moyenne. Les *gamers* sont devant des écrans plusieurs heures par jour. Un tiers d'entre eux avouent s'être déjà couchés trop tard à cause d'un jeu vidéo et ne pas arriver à se lever le lendemain. Plus d'un enfant sur huit avoue que les jeux le rendent agressif.

Dépendants de leur smartphone

Lors du Forum «Addiction & Société» qui s'est tenu en octobre dernier à Flagey, des chiffres révélateurs ont été rappelés : plus de 21 % des jeunes Belges sont dépendants de leur smartphone. Un quart des 12-18 ans l'utilisent cinq heures par jour en semaine. Près d'un jeune sur dix (9,5 %) est cyberdépen-

dant, c'est-à-dire à l'utilisation compulsive du Web. Pas grave ? Que nenni. Le Forum a mis en avant, sans tomber dans l'alarmisme, qu'il existe des liens probables entre l'utilisation excessive du smartphone et des troubles comportementaux psychologiques et physiques. Pour l'ensemble de la population, adultes compris donc, le risque de passage de l'usage abusif à l'addiction, est fréquent. L'exemple de l'alcoolisme chez les joueurs excessifs de jeux vidéo est souvent cité. Et, au final, plus de huit cyberdépendants sur dix (86 %) vont présenter des troubles mentaux comme de l'anxiété, de la dépression, des obsessions...

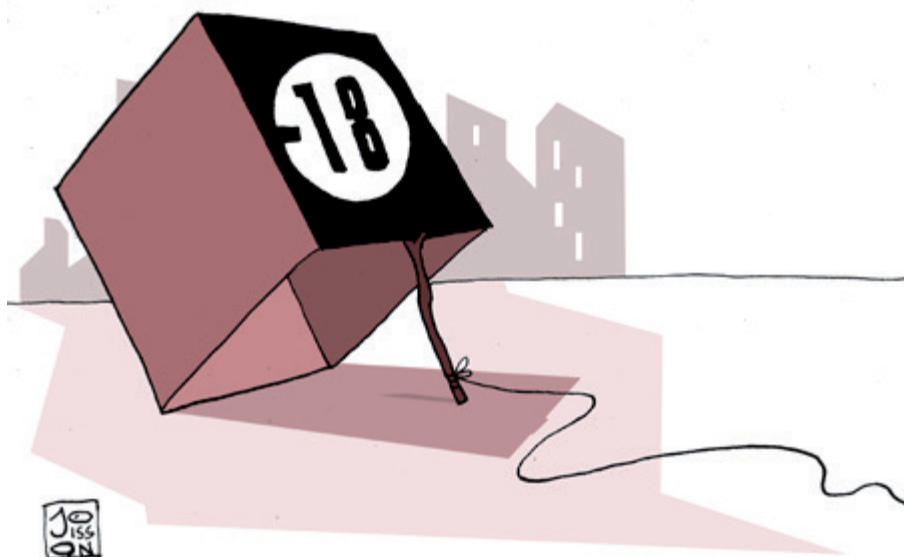
Un nouveau mot est également apparu dans le vocabulaire: le «multitasking». Il désigne le fait pour les enfants de pratiquer plusieurs activités en même temps comme regarder la télé, téléphoner et surfer sur Internet. Le multitâche devient la règle, il participe à la culture du commentaire sur les réseaux sociaux. Conséquence ? La multiplication des écrans et des activités diminue la concentration de l'enfant. L'historienne américaine Claudia Koonz avance qu'à cause du «multitasking», ses étudiants sont moins tolérants face à la complexité: «Pour compenser une masse trop importante d'informations, leur mode de réflexion va à l'essentiel.»

Les vulnérabilités des ados

L'adolescence est par définition une étape à la fois fragile et indispensable. Le cerveau des ados, encore en développement, est bien plus vulnérable aux satisfactions faciles qui peuvent

mener à l'addiction. Le chemin de la dépendance passe par l'alcool, les cigarettes, le cannabis, c'est connu. Mais aussi, Internet, les jeux vidéo, voire les abus de nourriture... Quand le pédo-psychiatre Bruno Falissard parle de l'adolescence, il évoque, une période de la vie originale, «où la créativité est à son maximum, où les interrogations sur la vie apparaissent de façon aiguë, où le rapport à l'autre et à la société est parfois compliqué, où la rencontre avec les substances psychoactives devient une solution, une provocation». Le parcours vers une sexualité adulte est fragilisant. L'adolescent est davantage anxieux. Il ne sait pas tout contrôler. Le processus de rupture avec les sources d'autorité est une porte ouverte aux excès. L'émotion transpire par tous les pores, s'exprimant parfois par de la boulimie, voire de l'anorexie. Le refuge dans la malbouffe est similaire. Pizzas, hamburgers, chocolat et autres aliments aux forts indices glycémiques apportent du réconfort facile et l'envie d'en reprendre. Bref, il y a une véritable palette des sollicitations addictives. De la junkfood à tous les jeux.

Un autre exemple ? En 2015, le magazine *Science et Avenir* citait une étude des *Archives de Pédiatrie*. On pouvait y lire que les ados sont, eux aussi, menacés par l'addiction aux jeux... d'argent ! Car le jeu provoque une excitation, une poussée d'adrénaline, qui offre des sensations particulières. L'étude soulignait que «l'adolescence correspond à une période de vulnérabilité au jeu pathologique, les jeunes étant particulièrement sensibles à la publicité et au marketing des sites de paris en ligne, avec pour



conséquence une plus grande accessibilité aux jeux d'argents et de hasard dans cette tranche d'âge malgré l'interdiction —facilement contournable— d'accès aux mineurs. Le jeu pathologique chez l'adolescent est également étroitement associé aux dépendances aux substances psychoactives, en particulier à l'alcool, au tabac, au cannabis et à la cocaïne.»

Des pistes

L'adolescence constitue donc une phase de curiosité et de prises de risque. Le hic, c'est que les ados ne perçoivent pas ces risques, car tellement lointains à leurs yeux. Alors, comment agir ? Sur le mode répressif ? Des spécialistes comme Jean-Pierre Couteron, psychologue clinicien, n'y croient guère. Il est difficile aujourd'hui de s'opposer à toute une technologie en bloc, dit-il. Le dialogue reste la base. Les parents agissent parfois sur un mode répressif : «Je te confisque ton GSM.» Mais les

enfants, débordés par les accès aux technologies de l'information, trouveront vite la parade. Le dialogue donc. D'autant que, depuis leur console ou leur smartphone, les jeunes sont confrontés à des images choquantes, à de la violence, de la pornographie... Ils doivent exprimer leurs émotions.

Mais les parents ne sont pas tous armés pour aiguiller leur progéniture. Le sujet ne peut devenir tabou. Il existe heureusement des associations comme Action Médias Jeunes qui œuvrent en matière de prévention et dont la mission est de susciter une attitude réflexive et critique face aux médias. Enfin, quand la prévention ne suffit plus, une structure comme la «Clinique du jeu & autres addictions comportementales» (CHU Brugmann) vient en aide aux personnes dépendantes. Elle reçoit désormais bon nombre de familles dont les ados rencontrent des problèmes. Oui, la cyberdépendance se soigne aussi. 🌿

Jouer sa vie

Au cœur de l'institut psychiatrique du centre hospitalier universitaire Brugmann, à Bruxelles, la Clinique du jeu traite des joueurs pathologiques et des personnes rencontrant des problèmes de cyberdépendance. Une méthode? Le retour sur soi.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Depuis 2014, Mélanie Saeremans, psychologue et psychothérapeute, assure la coordination de la clinique. Ce centre de référence en Belgique dans le domaine des dépendances sans substance. Elle propose des consultations spécialisées pour le traitement de personnes dépendantes aux jeux de hasard et d'argent (casino, loterie, paris sportifs, bourse), à Internet (jeux vidéo, réseaux sociaux) et aux achats. «Une pratique devient excessive lorsque celle-ci va être intense, envahissante, et va être privilégiée au détriment de toute autre activité qui était pourtant attractive pour la personne», explique Mélanie Saeremans. Le jeu ou d'autres activités sur le net deviennent alors le principal centre d'intérêt et de plaisir pour l'utilisateur.

«Je rencontre des personnes dont la pratique ludique (jeux de hasard et d'argent), devenue envahissante, engendre une souffrance et une perte d'autonomie dans leur vie au quotidien. J'accompagne également leur entourage, démuni face à des situations de crises psychologique, familiale, conjugale et sociale», poursuit la psychologue.

Un second volet important de sa pratique clinique concerne l'accompagnement d'adolescents et de jeunes adultes trouvant refuge dans des mondes virtuels appelés MMORPG (jeux de rôle en ligne massivement multi-joueurs). «À cette période où le registre identitaire est fortement sollicité, l'investissement passionnel dans les jeux en ligne procure le sentiment d'une reprise de contrôle sur son environnement, à défaut de pouvoir contrôler ses propres conflits psychiques internes. Pour la plupart des adolescents, ces mondes virtuels représentent un espace transitionnel moderne, espace entre réalité externe et réalité interne, permettant une expression créatrice et jouant un rôle dans les processus de représentation et de symbolisation pour permettre in fine un premier pas vers l'autonomie. Pour certains, le recours quasi exclusif à une réalité virtuelle va s'apparenter à une fuite, un refuge qui leur permet de se soustraire à une réalité trop angoissante.»

Tous les âges, toutes les classes

L'aide individuelle aux personnes dépendantes a rapidement mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre

des traitements pluridisciplinaires au sein de la clinique: assistance psychologique, sociale, médicale, mais aussi familiale. Les personnes en difficulté avec ces pratiques peuvent bénéficier de suivis individuels, de famille ou de couple. La clinique reçoit entre 300 et 400 patients par an, sur le mode ambulatoire. «De tous âges et de toutes classes sociales», souligne Mélanie Saeremans. Les plus jeunes ont 16 ans, les plus âgés plus de 80. «Certaines données statistiques démontrent que les adolescents seraient plus à risque. Nous accueillons une population jeune

qui est davantage en difficulté avec le numérique. Concernant les jeux de hasard et d'argent, les jeunes sont souvent attirés par les paris sportifs.» La clinique accueille aussi plus d'hommes que de femmes, mais le nombre de ces dernières croît depuis l'avènement des jeux en ligne, plus faciles d'accès.

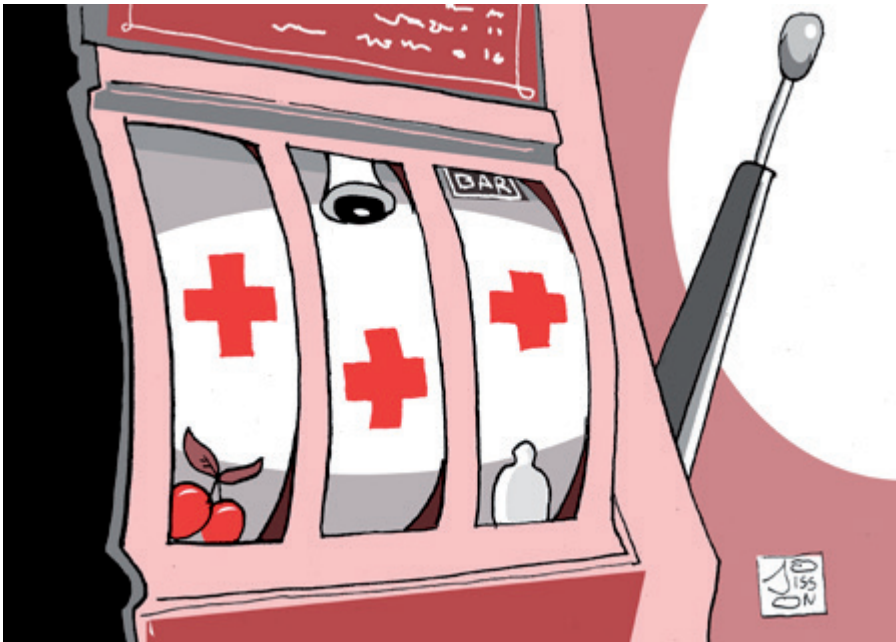
Comme le rappelle la psychologue, parmi les patients de la clinique, beaucoup ont perdu des milliers d'euros. Certains sont surendettés. Raison pour laquelle la clinique commence par travailler avec le service de médiation

«Vivre avec son démon»

Didier a commencé à jouer à l'âge de 16 ans. Quarante ans plus tard, le voilà sur le point de quitter les Joueurs anonymes, où il anime pour quelques mois encore des rencontres avec des joueurs pathologiques, avant d'embrasser de nouveaux projets de vie à l'autre bout du monde. L'homme a connu avec le jeu des hauts et des bas, des phases de consommation problématique et des périodes d'abstinence plus ou moins longues. «Mais si les parcours sont variables, le problème de fond est identique: chacun se détruit à sa manière. Je répète souvent en réunion que le jeu est le symptôme de quelque chose qui ne va pas en soi. Ce n'est pas le jeu qui est un problème en tant que tel, mais la relation qu'on a avec lui», témoigne Didier qui continue à apprendre à «vivre avec son démon», comme il dit. «À travers cette maladie, on a la chance de comprendre quelque chose sur soi. Chacun trouve la formule qui lui convient, mais l'essentiel est de

pouvoir reconnaître, accepter qu'on est malade, qu'on souffre. Reconnaître cette incapacité à gérer ce problème n'est pas une tare, c'est une force.»

Reste à faire aussi évoluer la société sur cette addiction encore taboue, aux yeux de Didier. Il en veut pour preuve le nombre de personnes qui se retrouvent dans les groupes de parole des Joueurs anonymes –une dizaine tout au plus. «C'est largement insuffisant par rapport à la problématique quand on sait qu'il y a près de 27 000 personnes interdites de casino en Belgique. Plutôt que de diaboliser ce problème, de le ranger au rang d'un tabou, cette problématique devrait être davantage accompagnée. Ce n'est hélas! pas le cas malgré des initiatives comme la Clinique du jeu. Cette addiction fait peur parce qu'il y a de l'argent, souvent de grosses sommes, parce qu'on peut se retrouver ruiné –comme je l'ai été.» (pj)



des dettes ainsi qu'avec diverses organisations d'aide spécialisées comme les Joueurs anonymes (voir encadré), afin de mettre ces personnes dépendantes à l'abri et d'entreprendre avec elles une série de démarches sociales et juridiques. La clinique engage ensuite un suivi psychothérapeutique personnalisé, en définissant des objectifs avec chaque personne. «Les patients présentent une grande hétérogénéité clinique. Nombre d'entre eux souffrent de plusieurs troubles différents. Le jeu résulte d'ailleurs parfois pour eux d'une tentative d'autoguérison d'un autre trouble», explique encore Mélanie Saeremans.

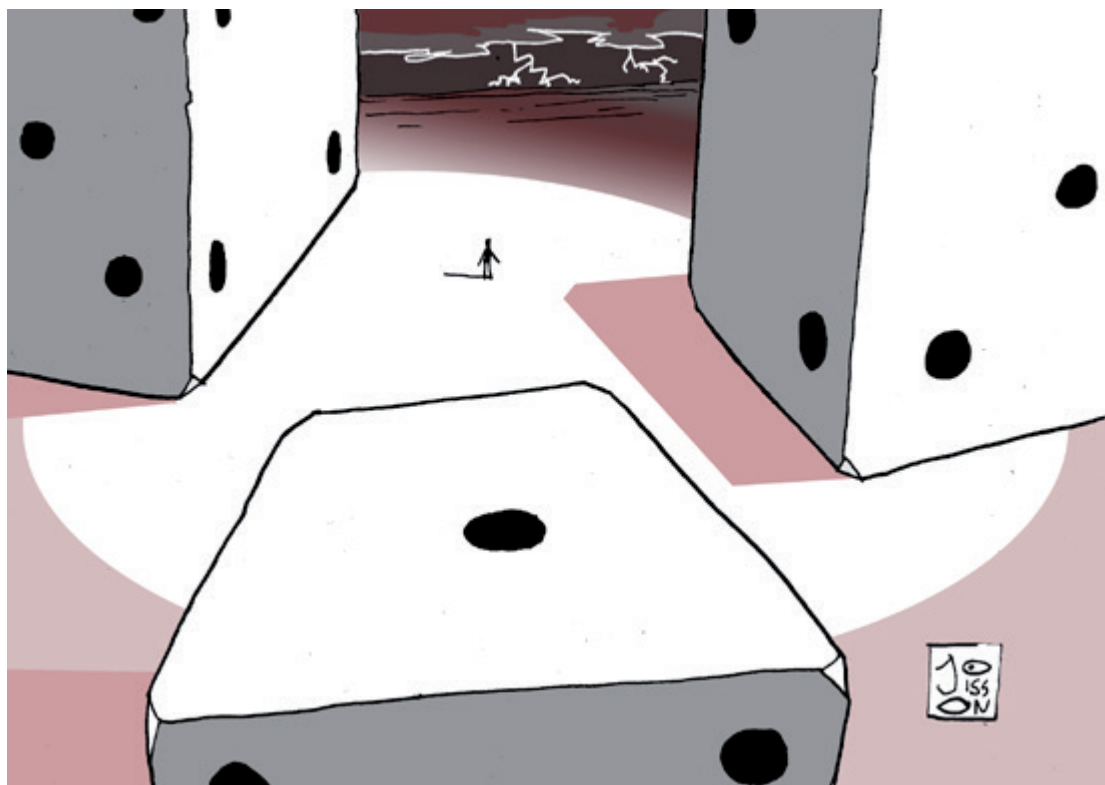
Trouver un but

Dans cette phase de suivi, la clinicienne peut sonder les motivations du patient, vérifier s'il est prêt à changer. L'objectif est d'inviter progressive-

ment le patient à explorer les bénéfices qu'il retire du jeu. «Une recherche qui s'avère délicate, car l'individu a tendance à dénier ce qu'il en retire: il faut donc chercher à identifier avec lui les facteurs de maintien cachés, ces mauvaises bonnes raisons qui le poussent à jouer», continue-t-elle.

Grâce à ce travail sur soi, la clinicienne avec le patient pourra identifier les situations à risque. «Elles peuvent être de divers ordres: on joue quand on touche son salaire, ou quand on reçoit une mauvaise nouvelle, quand on s'est disputé avec son partenaire, quand on a une grosse facture à payer... Et souvent, plusieurs de ces raisons se combinent entre elles.»

Une fois ces situations identifiées, la spécialiste s'attelle à définir, toujours en collaboration avec le patient, une stratégie de résolution de problème.



«Si c'est un problème conjugal, il faudra peut-être entamer une thérapie de couple; si c'est un souci lié au travail, traiter avec son employeur; si c'est lié à une situation de chômage, réorienter la personne vers un service d'aide à l'insertion professionnelle ou vers une formation. L'essentiel est de leur trouver un but.»

Pour les jeunes, l'origine du problème et la stratégie diffèrent quelque peu. «Les jeunes qui s'adonnent aux paris sportifs ont souvent l'impression d'être compétents, ce qui les valorise, avec un éventuel gain d'argent momentané. Cela leur donne un sentiment de puissance, alors qu'ils ne sont guère mis en valeur dans leur famille ou à l'école. Dans leur cas,

la thérapie aura pour objet de leur rendre confiance en eux.»

Si la tâche est vaste, la mission se révèle aussi difficile. La clinique ne diffuse pas de statistiques sur les résultats obtenus à l'issue de ces thérapies, qui durent des mois et parfois des années. «L'objectif n'est pas nécessairement d'arrêter de jouer, mais de jouer différemment ou de régler des problèmes personnels. En cas de surendettement ou quand la personne subit d'autres addictions, la mission est souvent difficile, mais nous l'accompagnons alors vers un mieux-être. Certains arrêtent le traitement en cours de route, d'autres rechutent, puis reviennent, d'autres parviennent à changer de comportement.» ♣

Du pain et des jeux ?

Et si la dynamique de nos vies ne tenait plus qu'avec des «béquilles chimiques», pilules en tout genre destinées à nous aider à «tenir le coup». Avec en prime, une offre de divertissements pour nous faire oublier le poids du quotidien et... diminuer notre excitation politique. C'est le parti-pris du philosophe Laurent de Sutter, professeur de théorie du droit à la VUB (Vrije Universiteit Brussels). Analyse.

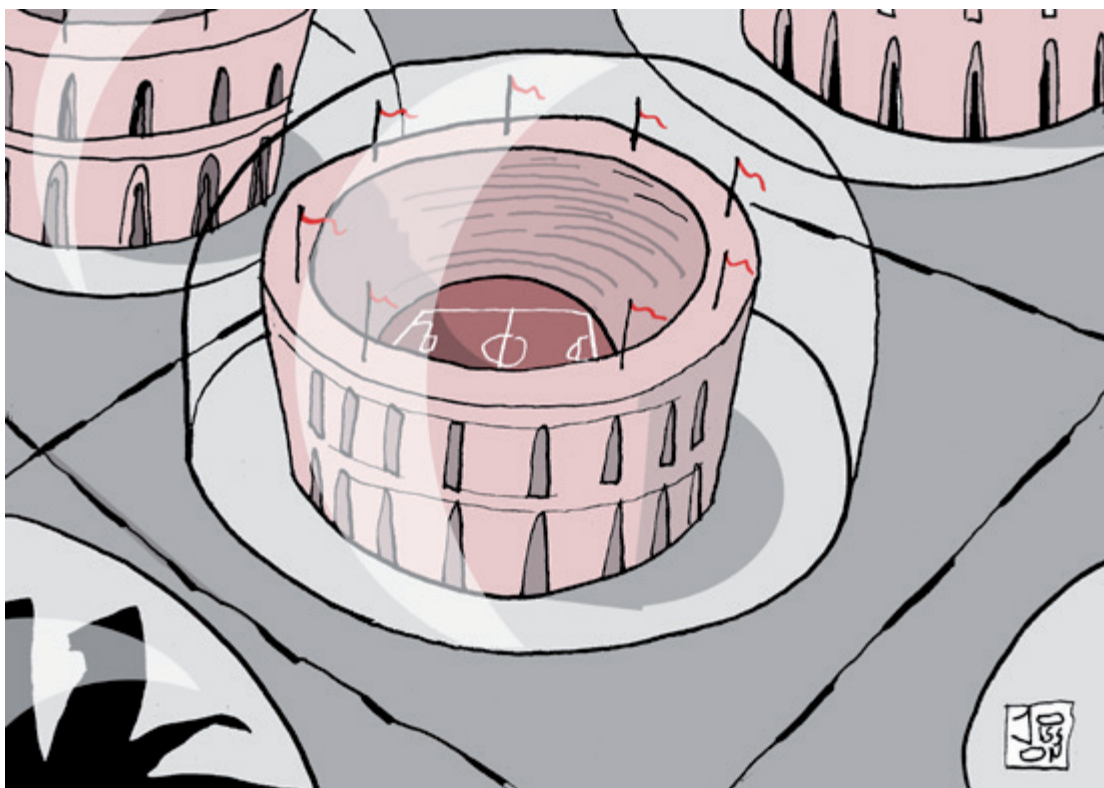
Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Vivons-nous dans une époque, un âge de l'anesthésie ? C'est en quelque sorte la théorie soutenue par le philosophe belge Laurent de Sutter, qui émet l'hypothèse d'une mise sous contrôle des affects, pour éviter notre «excitation politique». But supposé : nous rendre plus obéissants, nous pousser à nous couler dans une société lissée, au sein de laquelle il s'agirait de «parvenir à réintégrer l'être dans ses limites, à étouffer l'appel du dehors auquel celui-ci tentait de répondre. Ce parallélisme étant opéré avec les malades maniaco-dépressifs auxquels l'on administre des substances chimiques, des médicaments en d'autres mots, pour calmer leur excitation, le priver de ses «énergies affectives».

Des substances chimiques, des drogues, pour calmer les vellétés politiques du peuple : c'est ce que nous vivons en silence depuis un siècle ?

Oui. Ou, pour être plus précis, ce que nous vivons en silence. C'est

une certaine conception de l'être humain qui considère que sa vérité se situe dans son mode de fonctionnement chimique. Davantage qu'une volonté de contrôle des vellétés politiques du peuple, ce que cette conception rend possible est le désir de contrôler l'être même des individus. Lorsque Emil Kraepelin décrivit pour la première fois ce qu'il appela «psychose maniaque-dépressive», en 1899, c'était déjà ça qu'il avait à l'esprit : en tant que directeur d'un grand hôpital psychiatrique, ce qu'il voulait éviter était que ses patients «maniaques-dépressifs» ne s'abandonnent à leur phase maniaque, à ce qu'il appelait «irresein», c'est-à-dire, littéralement, «errance de l'être». À ses yeux, un bon maniaco-dépressif était quelqu'un qui restait confiné dans les limites de son être, quelqu'un dont l'être n'errait pas, donc un dépressif. Et, pour cela, rien n'était plus efficace que l'anesthésique puissant qu'était l'hydrate de chloral. Bien entendu, Kraepelin



n'est pas responsable de la généralisation des techniques d'anesthésie des individus visant à les circonscrire dans les limites d'un être qui ne fasse pas de vagues. Mais il fait partie de ceux qui ont contribué à les rendre imaginables.

Cette forme d'anesthésie s'est-elle installée formellement, ou au contraire, au travers de petits pas malheureux ?

L'erreur à éviter serait d'imaginer qu'il y aurait là une sorte de complot, aiguillonné par les forces obscures du capital, de telle ou telle classe dominante. En vérité, ce qui s'est passé relève de l'incrémentation. Il se fait que l'invention des premières techniques d'anesthésie

générale, puis locale, est contemporaine d'un certain nombre d'autres découvertes qui ont beaucoup inquiété les belles âmes. Outre celle de la «psychose maniaque-dépressive», il faut par exemple compter celle des «masses» ou des «foules», créatures menaçantes nées de la révolution industrielle et urbaine, et qui ont aussitôt été parées de tous les dangers. Comme dans le cas de la psychiatrie, le mot qui les résumait pour les premiers sociologues et criminologues à s'y intéresser était le mot d'«excitation», de «sortie de soi», d'«appel hors de soi» (*ex citare*, en latin), c'est-à-dire de sortie des limites posées à l'être. Nous sommes les héritiers de cette manière de penser, nous pour qui les dangers et les risques se cachent der-

rière chaque porte, chaque «excitation», surtout lorsqu'ils impliquent une dimension collective. C'est cet héritage qui fait que nous plébiscitions tant les remèdes à l'excitation, qu'ils soient chimiques, ou qu'ils prennent la forme de méditation, de volonté de ralentissement, etc.

Vous affirmez que nos vies ressemblent à des pharmacies, que toutes ces pilules seraient autant de béquilles qui nous permettent de tenir. Au-delà de la réalité pour certaines personnes, y voyez-vous une allégorie de notre époque ?

Tout à fait. Il s'agit d'une allégorie un peu grinçante et un peu paradoxale, du reste. Car si, d'un côté, l'injonction à «être soi-même» résonne à nos oreilles sous d'innombrables formes (par exemple celles du développement personnel), de l'autre côté y satisfaire ne peut désormais se faire que par le recours à des prothèses chimiques. De sorte qu'on n'est vraiment soi-même, dans le monde contemporain, que lorsqu'on nous rajoute quelque chose dont le principal effet est de nous couper de tout ce qui pourrait excéder nos limites, comme c'était déjà le cas pour les patients de Emil Kraepelin. Pour être tout à fait exact, en d'autres termes, il faut un peu plus d'être, de sorte à être moins. Face à un tel paradoxe, il y a de quoi devenir un peu fou, et il me semble que c'est bien ce qui se produit. De fait, il est à la fois impossible et indésirable d'être soi-même. C'est impossible, car nous sommes en permanence traversée par d'autres

choses que nous-mêmes, comme des deuils, des désirs, des chagrins, des rires, des révoltes, des excitations qui font que nous ne cessons de déborder, et indésirable, car cela signifierait nous plier à une injonction qui équivaldrait déjà à renoncer à être soi-même. Je pense qu'une grande partie de ce qui explique la généralisation de la dépression dans nos sociétés gît dans cette injonction paradoxale.

Dans votre livre, vous évoquez également la pilule contraceptive, comme source de frein à l'excitation



féminine. Cela relève-t-il de la même analyse que l'utilisation des dérivés de la cocaïne, vous ne faites pas de différence ? Ou est-ce ce lien avec les problèmes de dépression que vous avez voulu mettre en exergue ?

La pilule est souvent considérée comme un grand bien, à juste titre. Pourtant, dès les années 1970, certaines féministes avaient tiré la sonnette d'alarme face à ce qu'elles percevaient comme une technique très problématique de reprogrammation du corps des femmes lorsque celui-ci marchait trop bien. Aujourd'hui, des chercheurs ont montré combien, la pilule pouvait être cause de dépression, de chute de libido, voire de maladies plus graves. Les historiens ont aussi rappelé que la conception de la pilule a été promue et financée par des femmes qui défendaient des programmes eugénistes, comme Margaret Sanger. Même là où une sorte d'empowerment a semblé voir le jour, des forces contradictoires ont joué, qui mêlaient contrôle hormonal sur le corps des femmes, effets déprimogènes et hostiles à l'excitation, et, bien entendu, chimie. De ce point de vue, la pilule, comme la cocaïne, les antidépresseurs et bien d'autres substances, peuvent être lues comme un excellent exemple de l'âge de l'anesthésie dans lequel nous vivons.



Laurent De Sutter, « L'âge de l'anesthésie. La mise sous contrôle des affects », Paris, Les Liens qui libèrent, 2017, 192 pages.

Vous posez une question : la pharmacie du capitalisme fait-elle de nous des drogués obéissants ? Vient évidemment la question du pourquoi ?

Justement. Je crois que l'enjeu posé par le triomphe contemporain de la chimie est précisément celui de la manière dont nous allons nous débarrasser du « pourquoi ». Ce dont nous avons besoin est plutôt de nous demander « comment ». À savoir : comment allons-nous faire pour nous débrouiller avec ces technologies chimiques de telle manière qu'elles puissent servir d'autres programmes que ceux de l'anesthésie de l'être ? Il n'y en effet aucune fatalité à ce que les antidépresseurs, la pilule contraceptive, les drogues récréatives, les somnifères, etc., ne produisent rien d'autre qu'une sorte d'hébétude fatiguée, d'où tout désir, toute excitation, a été effacée. Il est possible d'inventer d'autres usages de la chimie du cerveau qui nous permette d'explorer des dimensions inconnues de nos existences, au-delà des limites posées à ce qui serait notre être. La question devrait donc être celle de savoir comment nous allons faire pour sortir de nous-mêmes, pour devenir autre chose de plus intéressant que les travailleurs épuisés, les fêtards à béquilles ou les dormeurs agités que la chimie nous permette d'être aujourd'hui. C'est particulièrement vrai dans le domaine politique, où nous manquons de manière cruciale d'excitation, celle-ci étant la plupart du temps captée par les petits kicks de sérotonine que produisent nos explosions de rage sur les réseaux sociaux. Ce qui est encore une autre forme d'anesthésie chimique. 🌿



Regarder ses privilèges dans le blanc des yeux

La discussion autour des « privilèges blancs », ces avantages liés au fait d'avoir la couleur de peau blanche, s'institutionnalise dans le cadre de la lutte contre les discriminations. Une confrontation avec la réalité jugée nécessaire pour aborder honnêtement le racisme en tant que système, pas toujours évidente à appréhender pour les principaux concernés.

Par Arthur Sente
Journaliste

Il n'aura peut-être pas échappé aux observateurs de l'actualité hollywoodienne que de plus en plus de personnalités blanches évoluant au sein de l'industrie culturelle anglo-saxonne semblent tenter d'ouvrir publiquement la discussion autour de leurs « privilèges ». Ainsi, l'actrice Emma Watson, réagissant à la lecture du best-seller *Le Racisme est un problème de Blancs* de la journaliste britannique Reni Eddo-Lodge, écrivait récemment un billet à ce sujet sur le site anglophone Goodreads en se posant notamment la question : « Quelles sont les manières dont je profite du fait d'être blanche ? » Lors d'une remise de prix en septembre dernier, sa consœur Anne Hathaway en appelait pour sa part à la déconstruction du mythe selon lequel « toutes les races [orbitent] autour de la blancheur... ». En 2016, déjà, le rappeur – tout aussi blanc – Macklemore faisait son examen de conscience dans *White Privileges II*,

un morceau s'interrogeant sur le rôle joué par les Blancs se voulant solidaires du mouvement afro-américain Black Lives Matter.

Longtemps cantonnée aux sphères militantes et au champ de ce qu'on appelle en sciences sociales les *whiteness studies*¹, la question des « privilèges blancs » semble ainsi se frayer un chemin dans les espaces de discussions *mainstream*.

Du sparadrap au visa

« Privilèges blancs » ? Né aux États-Unis, l'usage de ce concept qui vise à poser la question du racisme non plus sous l'angle de ses victimes mais du groupe qui en est le principal responsable reste encore peu répandu chez nous – bien qu'il le soit suffisamment pour susciter quelques contre-attaques crispées dans les colonnes de certains médias francophones. « On connaît

plus largement la question des privilèges, notamment dans le champ féministe, sur le plan des privilèges masculins. Mais les privilèges blancs, notamment dans le champ des études francophones, est nettement moins abordé», relève la socio-anthropologue et militante afro-féministe Yvoire de Rosen, qui animait en octobre dernier une masterclass intitulée «Explorons les privilèges blancs», organisée dans le cadre du Festival des Libertés.

Mais de quoi parle-t-on au juste ? Pour circonscrire le concept, la chercheuse étatsunienne Peggy McIntosh, dont l'article «Privilège blanc, déballer le sac à dos invisible» a

contribué dans les années 1980 à institutionnaliser l'usage du terme dans le champ académique, parle de «l'ensemble d'avantages, de prérogatives, de bénéfices et de choix immérités et indiscutables conférés à des individus du seul fait de leur couleur», et dont les bénéficiaires ont rarement conscience.

Ce dernier aspect est important : «Souvent, quand j'interviens sur ces questions, des personnes blanches me demandent si elles ont un privilège et ce que cela signifie concrètement», constate Yvoire De Rosen, qui s'attache au gré de ses interventions sur le sujet à illustrer les «privilèges blancs» à l'aide d'exemples



© Frédéric Cirou/AltoPress/PhotoAlto

Le privilège blanc ? Un ensemble d'avantages, de prérogatives, de bénéfices et de choix immérités et indiscutables conférés à des individus du seul fait de leur couleur.

**Une personne blanche
va a priori jouir
sans entrave de sa
capacité à voyager
en tant qu'«expatrié»
ou «touriste», tandis
qu'une personne non
blanche encourt le
risque d'être suspectée
de poursuivre d'autres
intérêts.**

concrets. Cela va de la possibilité de se procurer des produits développés sur le principe que la «norme est blanche» – comme l'illustre le fameux exemple du pansement, pensé uniquement pour se fondre sur une peau... de couleur blanche – au fait de jouir pleinement de droits supposés être universels. «Le fait d'avoir un privilège blanc va, par exemple, aussi impacter sur la capacité à se déplacer», relève la socio-anthropologue. Ainsi, une personne blanche va *a priori* jouir sans entrave de sa capacité à voyager en tant qu'«expatrié» ou «touriste», tandis qu'une personne non blanche encourt le risque d'être suspectée de poursuivre d'autres intérêts, comme en témoigne l'exemple récemment relayé dans *Le Parisien* de ces descendants de tirailleurs burkinabés, pourtant invités par une municipalité française à célébrer le centenaire de l'Armistice, qui se sont vu refuser leur visa pour la France sous prétexte d'un «risque migratoire évident».

Un dernier exemple pour la route ? Pour Yvoire De Rosen, les personnes blanches auraient le privilège de voir des personnes de leur couleur de peau représentées dans des fonctions valorisées et visibles au sein de la société. Afin d'illustrer son propos, l'oratrice propose durant sa conférence à chaque membre de l'assemblée de sonder sa mémoire et de s'interroger sur la couleur de peau (blanche, ou non blanche) de son premier médecin et de son ou sa premier/ère instituteur/trice, avant de faire les comptes. Inscrit sur un tableau, le résultat n'a certes pas l'ambition d'être représentatif de la situation à l'échelle de la société, mais tend malgré tout à mettre en lumière le fait que les personnes qui ont constitué nos premiers référents pour ces rôles jugés positivement dans notre société sont majoritairement blanches de peau.

Racisme structurel

Le phénomène n'est pas forcément lié au degré de qualification des personnes non blanches, comme tend à le démontrer cette statistique mise en avant par la Fondation Roi Baudouin dans son étude «Des citoyens aux racines africaines : un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais», publiée en 2017 : le fait que 60 % des Belges afro-descendants sont diplômés mais que ces derniers sont aussi quatre fois plus susceptibles de se retrouver au chômage que le Belge moyen corrobore ainsi la thèse d'un racisme structurel influant sur l'accès à l'emploi des personnes

¹ Les études de la «blanchité», qui étudient le blanc en tant que couleur de peau parmi les autres, là où celle-ci tend à être considérée comme «universelle» en Occident.

non blanches, et qui plus est aux emplois les plus valorisés. Le tout au profit de personnes privilégiées.

La méritocratie à l'épreuve

Pour entamer une déconstruction sérieuse du racisme en tant que système de domination, il faudrait donc, pour les défenseurs de cette approche, que les personnes blanches commencent à prendre conscience de leurs privilèges. Or, ce n'est pas chose aisée : « En prendre conscience, c'est accepter quelque part que l'on retire des bénéfices de quelque chose qui est ultra-condamnabile moralement. Cela nous met dans un inconfort total », relève Nicolas Rousseau, chargé d'études et d'animation au sein de l'ASBL BePax, et qui travaille actuellement sur la perception du racisme chez les personnes blanches actives dans le domaine de l'interculturalité. Non seulement parce que l'idée qu'il existe des privilèges blancs invalide celle selon laquelle nous vivons dans une méritocratie égalitaire où tout le monde aurait les mêmes chances, mais aussi parce qu'elle force les Blancs à se reconnaître en tant que membre d'un groupe ethno-racial occupant une position à la fois dominante et productrice d'oppression vis-à-vis d'autres groupes. Et cela est d'autant plus difficile « qu'en Belgique francophone, nous sommes très influencés par le côté républicain français et sa vision *color-blind* (le fait de dire "que l'on ne voit pas la couleur de peau de l'autre", NDLA), qui fait que l'on est très mal à l'aise de par-

ler de races (pas en tant que différenciation biologique mais en tant que construction sociale, NDLA) », relève Nicolas Rousseau.

On s'en doute, un tel discours ne fait pas forcément l'unanimité partout. Alors que d'une part se développe en toile de fond un contre-discours sur un présumé « racisme anti-Blancs » – que ceux qui étudient les discriminations d'un point de vue systémique ne cessent pourtant d'invalider – et sur la « culpabilisation des Blancs », des voix se réclamant de l'antiracisme estiment quant à elles qu'appréhender les discriminations sous l'angle des privilèges blancs, au lieu de tirer les droits de tous vers le haut, risque de produire l'inverse. Sur certains points, « j'ai du mal à envisager le fait que "faire monter" les discriminés pour essayer d'effacer l'asymétrie actuelle ne s'accompagne pas par une réduction des privilèges de l'autre côté », rétorque Nicolas Rousseau face à cet argument. Il considère cela comme un mal nécessaire, notamment dans le domaine associatif où il relève que la plupart des structures financées sont majoritairement blanches : « Quand on veut financer des associations minorisées, l'enveloppe est fermée. Donc si on veut de l'argent pour les associations racisées, il faudra nécessairement moins d'argent de l'autre côté. » 🌱

Nouvelles pratiques révolutionnaires

Essayiste, romancier, traducteur, éditeur, activiste, compagnon de route de Notre-Dame-des-Landes et d'autres nombreuses luttes, Serge Quadruppani interroge dans « Le Monde des grands projets et ses ennemis » la formation d'une nouvelle subjectivité révolutionnaire. Celle qui invente d'autres manières de vivre et de penser en refusant le non-monde programmé par le néolibéralisme mondialisé.

Propos recueillis par Véronique Bergen
Philosophe et écrivain

Aux grands projets inutiles et toxiques lancés par un néolibéralisme mortifère, partout, dans le monde s'élèvent les opposants aux « ennemis de la vie » : les zadistes, altermondialistes et autres *blacks blocs*. Dans un monde où triomphent les droites extrêmes, les destructeurs des humains et des non-humains, de la nature, l'essai décisif de Serge Quadruppani élabore une pensée combative pariant sur la mise en œuvre d'un autre monde.

Face à l'exploitation accrue de la nature et des humains, comment expliquez-vous que la révolte ne se propage pas à une plus grande échelle ? Est-ce dû à l'efficacité de l'endoctrinement, à une anesthésie programmée ? Peut-on y voir un syndrome de la servitude volontaire ?

Il me semble que le mépris à l'égard du personnel politique, la conscience de la monstruosité des disparités de

revenus, le sentiment que l'humanité court à la catastrophe sont devenus des banalités de base extrêmement répandues et pas seulement en Occident. Ce qui empêche que de ces robustes constats on passe à une volonté de changer le monde, c'est la colonisation mercantile des imaginaires et l'occupation massive des débats par les problématiques dominantes. L'une et l'autre sont produites par des « industries de la distraction » (de Disneyland à Fin-kielkraut, des GAFA à la FIFA) dont les capacités de manipulation des masses jusqu'au niveau moléculaire ont atteint un tel développement qu'on peut considérer qu'elles sont devenues les principales forces productives de notre temps, celles qui entraînent et permettent le fonctionnement de toutes les autres. Échapper à leur emprise n'est pas chose facile, comme le montre le fait que nous n'ayons pas trouvé d'autre moyen d'entrer en contact,

Au vu de la catastrophe qui se profile, rendre la vie vivable va devenir le programme révolutionnaire des années qui viennent.

que de passer par Facebook. L'occupation des esprits et des cœurs produit une incapacité à imaginer un autre monde possible qui ne soit pas l'existant en pire : d'où un immense sentiment d'impuissance. D'où la nécessité de montrer en acte (par exemple en créant des ZAD) que d'autres rapports entre les humains, mais aussi entre les humains et la nature, sont d'ores et déjà possibles.

Alors que le caractère autodestructeur des Grands Projets imposés (aéroports, barrages, extractions...) ne fait aucun doute, le dogme du TINA¹ use de ces derniers comme de son ultime joker. Verriez-vous dans la politique managériale, la marchandisation du vivant l'expression d'une pulsion de mort ? Comment définiriez-vous les nouvelles formes de luttes, les ZAD ? Comment ripostent-elles aux stratégies de domination ?

Je ne sais pas trop ce que c'est que la pulsion de mort. Je crois plutôt à une forme de passion de l'accumulation qui s'est emparée du capitalisme des sommets : voilà des gens que ça fait bander de gagner cent milliards de plus que les centaines de milliards qu'ils possèdent déjà. Si la fabrication des managers semble

un phénomène compréhensible (il y a toujours eu des contremaîtres qui se prenaient pour des maîtres), le mystère reste pour moi cette hyper-bourgeoisie mondiale qui ne peut pas ne pas savoir qu'elle produit de la mort en masse et qui ne peut s'en empêcher, par pure avidité. Quelque chose comme une addiction dont nous devons la sortir d'urgence, par un sevrage sévère et brutal. Quant aux ZAD et autres formes de lutte, du Chiapas aux occupations de places et aux tentatives d'autogestion, de l'Argentine à la Grèce, elles sont l'esquisse de la réponse au sentiment d'impuissance que j'ai évoqué.

Votre essai est dédié « aux amis de la vallée qui résiste, aux zadistes de partout, aux hiboux de la forêt de Bure, à la mémoire de Rémi Fraisse. Peu après sa parution, le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes a été abandonné. Des squats ont été démantelés, une évacuation musclée a eu lieu. Une fracture du monde oppose les suppôts de l'Empire, les « ennemis de la vie », des formes du vivant, de la biodiversité aux citoyens, aux collectifs qui défendent une « alliance du vivant ». Vous diagnostiquez une logique ami-ennemi et non ami-adversaire ?

Si je parle d'ennemi, ce n'est pas par une faiblesse coupable pour Carl Schmitt, mais pour rompre avec l'idée de l'adversaire, qui implique qu'il y a un terrain commun, des règles du jeu que nous partagerions avec ceux que nous combattons. En réalité, c'est leur jeu lui-même et les

¹ *There Is No Alternative*, il n'y a pas d'alternative au capitalisme.



© Alecani

Journaliste essayiste, Serge Quadrupani se range du côté des libertaires et de l'ultra-gauche.

règles qui vont avec qu'il s'agit de subvertir. L'«alliance du vivant» est pour moi une notion qu'il s'agit d'explorer parce qu'elle veut s'attaquer à ce qui pour moi est à la racine de nos malheurs: le rapport d'exploitation, celle de la nature et celle de l'homme par l'homme (et singulièrement de la femme par l'homme) constituent une continuité structurante. Il s'agit de construire des formes de vie fondées sur l'alliance avec la nature, la nature humaine et la nature animale au profond d'elle, l'alliance entre les animaux humains et non humains. Au vu de la catastrophe qui se profile, rendre la vie vivable va devenir le programme révolutionnaire des années qui viennent.

Un dernier mot sur la victoire de Bolsonaro au Brésil, sur les dangers qu'elle représente au niveau des libertés, de la démocratie, de l'écologie, des droits et de la vie des peuples amérindiens. Quels contre-feux opposer, quelles pressions exercer ? Violant le droit d'asile prononcé par Lula, Bolsonaro va demander l'extradition de Cesare Battisti vers l'Italie. Vous avez accordé votre soutien à Battisti dans les années 2000. Une mobilisation en sa faveur se met-elle en place ?

Pour l'instant, il n'y a pas vraiment de mobilisation, ne serait-ce que parce que le principal intéressé, par les canaux habituels, ne nous a rien demandé. De toute manière,

je doute qu'une pétition d'intellectuels même réunissant des signatures prestigieuses puisse avoir la moindre influence sur la suite des événements.

Je me permets de vous reprendre sur un vocabulaire peut-être choisi un peu vite: je n'ai pas «accordé» mon soutien à Cesare. Battisti est l'un des nombreux combattants des années révolutionnaires italiennes, cette époque, à des années-lumière de la nôtre. Et comme telle, ma solidarité avec lui ira toujours de soi. Comme je l'ai écrit dans *Lundi Matin*, il a déchaîné l'acharnement de ce que j'appelle la post-gauche (ce personnel politique et ces appareils issus du Parti communiste italien) qui «n'a jamais digéré qu'un mouvement social ait remis en cause, dans les années 1960-1970, l'hégémonie sur la culture et le travail dont elle jouissait alors, quand elle n'était pas encore tout à fait "post", mais préparait son passage du stalinisme au centre droit».

Cet acharnement vient sans doute de ce qu'il a osé raconter avec les puissants moyens du roman une réalité: à cette époque, une fraction du peuple italien (jeunes, ouvriers, intellectuels, ramasseuses de jasmin calabraises et mal-logés milanais, précaires de l'éducation et détenus de droit commun, etc., etc.).

Des centaines de milliers de personnes sont entrées en sécession d'avec la vieille société, dans tous les domaines de la vie des rapports amoureux à l'expression esthétique,

Que le fasciste Salvini réclame au fasciste Bolsanoro la tête de Battisti est logique. Que la post-gauche de «Repubblica» et de Saviano approuve l'est tout autant. Que nous soutenions Cesare devrait aller de soi. C'est d'ailleurs là qu'on jugera s'il existe encore quelque chose qu'on peut appeler «nous».

et au plus fervent de la lutte de classes. La prise d'armes ne fut qu'un des aspects de cette rupture. La post-gauche voudrait aujourd'hui enterrer l'or de la révolte et des formes de vie dont celle-ci était porteuse sous le plomb de la lutte armée et de sa répression. Rappelons que cette dernière a signifié l'usage, dés-honorant et toxique pour la société entière, des «repentis», l'aviilissement des garanties juridiques dans l'état d'urgence, la torture et les exécutions extrajudiciaires. Que le fasciste Salvini réclame au fasciste Bolsanoro la tête de Battisti est logique. Que la post-gauche de *La Repubblica* et de Saviano approuve l'est tout autant. Que nous soutenions Cesare devrait aller de soi. C'est d'ailleurs là qu'on jugera s'il existe encore quelque chose qu'on peut appeler «nous». ✿



Serge Quadruppani, «Le Monde des grands projets et ses ennemis. Voyage au cœur des nouvelles pratiques révolutionnaires», Paris, La Découverte, coll. «Cahiers libres», 152 pages.

Chrétiens d'Orient : entre cœur et raison

Lieu de cristallisation de tous les conflits, l'Orient fascine en ce qu'il nourrit notre imaginaire occidental. Berceau de notre civilisation, riche d'une diversité de cultures où musulmans, juifs et chrétiens ont longtemps cohabité, il pourrait se faire exemple de tolérance. Mais le contexte politique ne va pas dans ce sens et la survie des communautés chrétiennes y est de plus en plus précaire. Un ouvrage qui rassemble témoignages, analyses et photos magnifiques en dresse le portrait.

Par Sabine Schrader
Journaliste

Les chrétiens d'Orient ont une longue histoire derrière eux, qui remonte aux origines mêmes de la chrétienté. Après la rupture entre Rome et Byzance, deux courants se sont développés, l'un sous l'autorité des papes, et l'autre, du côté oriental, sous celle de Byzance, qui deviendra Constantinople. Les particularités de dogmes, de cultures et de croyances continuèrent à se développer du côté oriental donnant naissance à une mosaïque de cultes : églises copte, arménienne, chaldéenne, maronite, sans oublier les différents rites syriaques. Une grande variété de communautés se développe dont certaines se réclament de l'influence de la culture grecque. Chez les coptes, c'est la filiation à l'Égypte antique qui est évoquée. Dans tous les cas, la présence des communautés chrétiennes en Orient est antérieure à l'islam, né au début du VII^e siècle. Mais au début du XX^e siècle, la communauté chrétienne

ne représente plus qu'un quart de la population d'Orient. Et aujourd'hui, elle n'en constitue plus que quelques pour cent et est en danger. Les récents événements politiques, depuis les années 1970, la guerre au Liban, puis en Irak et plus récemment la guerre en Syrie, et la prise d'Alep par les soldats de Daesh, sont autant d'événements qui mettent les communautés chrétiennes en péril. Avec souvent nulle autre issue que l'exil.

L'école du vivre ensemble

Marie Thibaut de Maisières, l'une des initiatrices de l'ouvrage, a rejoint le Comité des chrétiens d'Orient lorsque Alep est devenue théâtre de guerre en Syrie. «J'avais un lien particulier avec cette ville», explique-t-elle. «Mon mari a été recueilli là-bas à l'époque où ça a été si dur pour les Arméniens, et moi j'ai été bercée dans



Le Saint-Sépulcre, à Jérusalem, abriterait le tombeau du Christ. Un haut lieu de pèlerinage pour les chrétiens, en terre d'Orient.

mon histoire personnelle par Alep. J'ai voulu m'engager à ce moment-là. J'ai alors contacté différentes instances, notamment Simon Najm, le président du Comité de soutien aux chrétiens d'Orient, qui avait un jour réuni tous les prêtres d'Orient en Belgique en leur disant : "En Orient, on se dispute tous entre nous". Ce qui est vrai, historiquement, les chrétiens ont été horribles entre eux. Ils ont décidé de mettre en place des actions pour aider les chrétiens sur place qui vivaient l'avancée de Daesh. L'objectif était double : sensibiliser à la problématique des chrétiens d'Orient et lever des fonds pour soutenir des projets de terrain, en particulier dans le domaine de l'éducation. Car sans écoles sur place, ceux-ci émigrent

immédiatement, mais aussi parce que depuis des générations, les chrétiens scolarisent également les musulmans. C'est ce qui crée le socle de tolérance entre les communautés au Moyen-Orient : le fait qu'énormément de jeunes issus de différentes communautés, qu'elles soient laïques, musulmanes, yézidiennes soient scolarisés par des prêtres et des nonnes, fait que du coup ceux-ci trouvent tout à fait normal qu'il y ait des chrétiens en terre d'Orient. C'est notre perspective. On ne peut pas imaginer une terre d'où les chrétiens seraient absents. L'islam vivant une crise d'identité qui tend à l'homogénéisation, les musulmans risquent d'être les premières victimes de celle-ci. Et donc maintenir au Moyen-Orient les minorités, c'est

faire barrage à l'extrémisme et c'est surtout encourager la tolérance, l'ouverture d'esprit.»

Fragments colorés de réalité

Le parti pris est clair, même si l'ouvrage, abondamment illustré, se veut pluriel : ils sont plusieurs professeurs d'université, spécialistes en théologie, politologues, écrivains, religieux, prêtres, philosophes ou historiens à prêter leur plume pour raconter leur expérience de l'Orient, leurs souvenirs, leur analyse, leur perception, tantôt d'une façon plus personnelle, tantôt d'un point de vue plus historique ou académique. Les textes, classés par ordre alphabétique (d'Alep à Yézidis) se répondent

et à leur lecture, on se souvient que le berceau de notre civilisation est en partie là, dans cet au-delà méditerranéen, où l'on revisite l'histoire depuis l'Antiquité, grecque ou égyptienne mais aussi araméenne. Retour au présent, à Alep, Jérusalem, Beyrouth ou Istanbul. Les témoignages se succèdent, on découvre les origines du café, on assiste à un mariage arménien puis on repart en arrière, pour se souvenir combien les chrétiens se sont déchirés entre eux. Sans oublier les incompréhensions de certains musulmans pour qui les chrétiens ne peuvent qu'être les descendants des croisés. Des clichés exacerbés par une montée d'un islam radical et dont le paroxysme est incarné par la barbarie de Daesh. Mais l'ouvrage donne



© Patrick Baz/AFP

Les chrétiens ont toujours constitué une minorité relativement importante au Moyen-Orient. Au XX^e siècle, leur nombre dans cette région a néanmoins drastiquement diminué.

aussi la parole aux femmes. «Sur 43 textes, 17 sont écrits par des femmes», insiste Marie Thibaut de Maisières. Des textes sur les femmes, mais pas seulement. Sur le rôle de l'image dans les églises réformées, sur le mariage, sur les réfugiés de guerre, l'importance de la nourriture dans l'exil...

Les oubliés des médias ?

«Il y a une sorte de tabou par rapport aux chrétiens d'Orient vu du côté européen», estime Marie Thibaut de Maisières. «Je citerai Georges Dallemagne, qui livre un texte sur le sujet dans l'ouvrage: "Longtemps les responsables politiques, les ONG, et les médias européens ont détourné le regard du calvaire des chrétiens d'Orient. Il y avait comme une gêne surprenante face aux harcèlements, aux massacres, aux souffrances dont étaient victimes les chrétiens d'Orient [...] Peu d'articles de presse, de rares débats parlementaires, pas d'initiative de l'ONU, aucune campagne d'une association spécialisée dans les droits de l'homme. Dans l'inconscient collectif, l'idée étrange que les chrétiens d'Orient seraient, au moins en partie, les descendants des Croisés, et donc des colons malvenus en terre d'Islam, est largement partagée. Ils ont beau être présents dans cette région depuis les débuts du christianisme, bien avant l'islam, n'avoir jamais commis de violences en tant que groupe religieux, les Européens ont longtemps éprouvé des difficultés à les classer parmi les victimes des tourments du Moyen-Orient." Une vision propre au député cdH –et qui n'est donc idéologiquement pas neutre. Un éclairage de l'histoire d'une région qui n'en finit pas de susciter la

polémique. Le journaliste Jean-Pierre Martin, spécialiste du Moyen-Orient, s'attarde aussi à épingler les difficultés vécues par ces communautés, au XX^e siècle notamment: "Les chrétiens sont persécutés de longue date en Orient. Et ici, on n'a pas vu ces persécutions, qui ne datent pourtant pas de Daesh, mais sont bien plus anciennes: sous le régime de Saddam Hussein, mais aussi après... La Turquie, pendant ce temps, vidait toute sa population chrétienne. En Europe, on n'a pas fait preuve de beaucoup d'empathie. Mais la disparition des chrétiens remonte déjà aux persécutions du début du siècle passé. On parle du génocide des Arméniens, mais pas seulement. Il faut aussi évoquer celui des Syriques, des Araméens qui vivaient dans cette partie d'Anatolie turque et qui ont été poussés dans cet exode en Syrie, et qui en ont été chassés entre 1923 et 1924 pour se retrouver dans des pogroms en 1933 au Kurdistan et revenir ensuite en Syrie dans des communautés du côté d'Alep. Dans la déclaration du parti Baas, qui servait de fondement théorique aux régimes syrien et irakien, mais aussi à l'ensemble des mouvements nationalistes arabes, il est écrit en toutes lettres que les Arabes sont musulmans. Et dès lors, il est clair que les chrétiens ne pouvaient vivre qu'en état de marginalisation." Comme le conclut Simon Najm: "Chaque fois que la religion a pris le devant sur la citoyenneté, c'était la persécution des chrétiens."» D'une certaine manière, nous pouvons rejoindre ce constat: l'État se doit d'être le garant de tous les citoyens, croyants ou non. Une vision forcément plus difficile à appliquer dans une région où le religieux est omniprésent. ✿



Marie Thibaut de Maisières et Simon Najm, « Chrétiens d'Orient. Mon amour », Bruxelles, Mardaga, 2018, 272 pages.

Série ÉVRAS | Épisode 3

À fleur de carapace

Parler de sexualité avec des pré-ados en proie au questionnement ramène souvent celles et ceux dont c'est le rôle à leur propre vécu. Lorsque douze jeunes filles rentrent dans le local d'animation du centre de planning familial, je ressens une tendre empathie pour cet âge inconfortable.

Par Julie Henriët
Psychologue et animatrice ÉVRAS

La puberté, cet âge particulier où le corps se transforme, où l'on peut ne plus se reconnaître, ce moment où, comme le disait Françoise Dolto, on ressemble à un homard en mue. Nous nous sommes défaits de notre ancienne carapace, devenue trop petite, et c'est parfois avec une grande vulnérabilité que nous construisons la suivante, celle de l'adulte en devenir. Cet âge auquel, au sein d'une même classe, l'avancée des changements pubertaires peut être tellement variable. Je me rappelle de la souffrance qui était mienne face à ce corps de déjà-presque-femme, à 11 ans, l'impression de déborder, d'occuper tellement de place dans un espace qui semblait rétréci.

Aujourd'hui, ces élèves et moi, ensemble, nous allons débattre de tout cela : grandir, changer, ressentir, les gains, les pertes, les peurs, les émotions labiles, l'excitation. J'ai la chance d'avoir mis en place, dans les écoles où j'interviens, des projets ÉVRAS qui commencent en

maternelle, et ces jeunes filles, je les connais déjà. Un lien de confiance a pu se tisser au cours de nos rencontres préalables autour des émotions, des besoins et des relations. Bien que les animations n'aient aucune visée thérapeutique, elles constituent un entraînement à l'affirmation et à l'écoute et favorisent des prises de conscience : conscience de soi et de l'autre, conscience de notre équivalence, conscience de notre interdépendance. Elles sont aussi encadrées par des règles simples, telles que le respect de la parole de l'autre, la confidentialité, le droit au silence, le fait de parler en son nom. Autant de leviers à l'expression d'une parole vraie et libérée. C'est en tout cas mon credo et une des raisons pour lesquelles je défends ardemment ce dispositif d'ÉVRAS tout au long du cycle fondamental.

Partager pour apaiser

Il y a quelques semaines, je suis passée en classe afin de recueillir leurs ques-

tions de façon anonyme autour de la puberté. Les thématiques qui en ressortent sont évidemment souvent les mêmes (les pertes blanches, les règles, comment on fait les bébés, les poils...) mais l'anonymat permet aussi de toucher des questionnements plus affectifs autour du sentiment amoureux, du manque de confiance en soi, des moqueries. Cette animation n'est donc pas un exposé scientifique sur les changements pubertaires mais une co-construction,

ancrée dans le vécu émotionnel de leur expérience actuelle. De cette expérience ressortent aujourd'hui des questions en lien avec le genre (pourquoi dit-on que les garçons sont moins matures que les filles?), avec l'orientation sexuelle (comment sait-on si on est homosexuel?), ou encore avec le harcèlement de rue (comment faire si on me suit dans le métro?). La circulation de la parole, le renvoi au vécu de chacune, le partage des connaissances et des points de vue semble soulager et ouvrir le champ des possibles.

Effet miroir

En fin de rencontre, nous préparons la séance suivante (la dernière, pour elles, dans le cycle fondamental). Cette animation se déroulera avec la classe entière. L'objectif est de pouvoir échanger, entre filles et garçons, autour des besoins et des questionne-



ments de chacun.e. Les filles expriment une gêne vis-à-vis des garçons de leur classe qui semblent les fuir, les défier, les titiller. Sur cette position défensive que peut constituer l'éloignement de l'autre sexe, elles aimeraient mettre des mots.

Lorsque j'échange avec ma collègue qui a animé le groupe des garçons, nous constatons sans surprise que c'est en miroir que sont exprimés les questions et les besoins. Les élèves pourront encore une fois ressentir que derrière des attitudes parfois mal comprises chez les autres se retrouvent leurs propres doutes, envies et émotions. À la fois identiques et différents, dans un même mouvement d'attraction et de peur, nous espérons qu'avec les mots pour le dire, ces jeunes ou futurs adolescents pourront trouver en eux comme chez les autres les ressources nécessaires à leur propre épanouissement. 🌱



IRes
afga

58 Charivari afghan

62 Des idées moches et centripètes

65 Quand la politique prime sur les valeurs

siste
anistan



Charivari afghan

Même si on en parle uniquement lors d'attentats, l'Afghanistan demeure une zone d'instabilité aiguë, située au cœur d'une région aux multiples enjeux géostratégiques. Des décennies de guerre et d'occupations diverses plus tard, les talibans sont toujours là. Se mettre à table avec eux et négocier constitue une piste à explorer pour sortir de l'impasse. Mais qui en a vraiment envie ? Et dans quel but ?

Par Dorothee Vandamme

Center for the Study of Crises and International Conflicts (CECRI)
Political Science Louvain-Europe (ISPOLE)

Après 40 ans de conflit et 17 interventions internationales, un coût se situant au-delà du trillion de dollars, le bilan demeure mitigé. Le pays est toujours en proie au conflit, les talibans ayant, depuis 2005-2006, renforcé leur position dans le pays. Pourvoyeurs tour à tour d'insécurité puis de sécurité, les talibans patientent, attendant le retrait des troupes internationales pour asseoir à nouveau leur domination sur la scène sociopolitique afghane.

Depuis 2016, le Pentagone admet que le conflit est dans une impasse, les progrès vers la réconciliation minimes et insuffisants dans le climat actuel du pays. Les canaux de dialogue ne sont pas fermés pour autant, et les acteurs internationaux admettent aujourd'hui que l'issue du conflit ne pourra pas se faire sans que les talibans soient à la table des négociations. Négocier avec eux semblerait être une bien piètre sortie de conflit, une non-victoire. L'idéologie talibane, ultraconservatrice, s'ancre dans le «déobandisme», influencé par le wahhabisme saoudien. Deux idéolo-

gies qui n'admettent pas la possibilité de démocratie et ne sont que peu préoccupées par les droits de l'homme. Il n'en demeure pas moins que les forces talibanes ont aujourd'hui une capacité de nuisance telle qu'ils sont un acteur incontournable pour rétablir la stabilité dans le pays. Par ailleurs, les derniers rapports sur l'état de l'insurrection¹ indiquent que l'influence des talibans ou leur contrôle direct s'étend à ce jour sur environ 12 % du territoire afghan. Le gouvernement contrôlant ou influençant quant à lui environ 55 % du territoire et 65 % de la population. Alors que 30 % de la superficie du pays se situe dans une zone «contestée», c'est-à-dire contrôlée ni par le gouvernement ni par les talibans.

Négociations multilatérales

En 2009, des premières pistes de négociation avec les talibans avaient été lancées. Depuis lors, ces négociations de paix connaissent des hauts et des bas et n'ont pas permis d'aboutir à un accord fixe. Elles semblent pourtant bien être

¹ Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), octobre 2018.

la seule voie de sortie possible, la stabilité du pays nécessitant une compréhension et un accord de fond entre le gouvernement afghan, les talibans, les États-Unis, les puissances régionales (au premier rang desquelles le Pakistan, incontournable, la Chine et l'Inde) et les alliés de l'OTAN. L'accord est toutefois bien difficile à trouver, les trois premiers étant en désaccord sur des questions centrales, à savoir la reconnaissance du gouvernement actuel en Afghanistan, mené par Ashraf Ghani (président) et Abdullah Abdullah (chef de l'exécutif), et la (non)présence des forces internationales dans le pays. Les talibans ne reconnaissent pas la légitimité du premier et insistent sur le fait que le processus de réconciliation doit inclure le retrait complet des troupes

internationales du pays. La position des parties en face étant opposées, trouver un dénominateur commun constitue un travail de longue haleine.

Lutte d'influence

À une situation déjà compliquée s'ajoutent plusieurs autres facteurs d'instabilité. Bien que la scène insurrectionnelle en Afghanistan soit déjà bien occupée par différents groupes islamistes, l'organisation État islamique est parvenue à percer sur le front afghan et offre une alternative aux branches talibanes dissidentes qui se séparent du groupe, soit pour des questions de lutte de pouvoir, soit sur un désaccord dans la question des négociations avec les États-Unis. Ainsi, l'État



© Sajjad Qayyum/AFP

Discuter avec les talibans pour apaiser l'Afghanistan ? L'idée est sur la table, mais difficile à admettre pour les défenseurs de la démocratie.

islamique en Afghanistan, bien qu'en-
core petit, parvient à s'intégrer dans le
tissu conflictuel du pays. Il grossit ainsi
les rangs du nombre de mouvements
islamistes extrémistes qui agissent sur
la scène afghane pour y instaurer une
sharia ultraconservatrice. Certains
d'entre eux, dont les talibans, bénéfi-
cient de soutiens étrangers, en premier
lieu desquels un sanctuaire au Pakis-
tan où, depuis l'opération américaine
en 2001, le leadership taliban a pu se
regrouper, reformer les rangs et plani-
fier les actions à mener en Afghanistan.
La politique pakistanaise à l'égard des
talibans afghans, conduite par le prin-
cipe de «se laisser mutuellement tran-
quille», est donc une seconde source
d'instabilité. Le Pakistan, en laissant
les insurgés afghans (en particulier le
réseau Haqqani) utiliser son territoire
comme base arrière, alimente l'insécu-
rité, puisque si la frontière n'existe pas
pour les insurgés, elle est belle et bien
infranchissable pour les forces de sécu-
rité afghanes et internationales, qui
n'ont pas d'autres choix que d'attendre
que les insurgés reviennent en territoire
afghan pour les combattre. À ce titre, la
lutte d'influence qui se joue en Afgha-
nistan s'ajoute à ces facteurs d'insta-
bilité, puisqu'Islamabad et New Delhi
sont toutes deux déterminées à éviter
que l'autre ne gagne trop de terrain sur
la scène afghane.

Pauvre pays riche

Autre facteur d'instabilité : l'Afghanis-
tan attire de plus en plus l'attention sur
la richesse de ses sols. Bien que nous
n'ayons pas encore d'estimation exacte,
on estime que les ressources inexploi-
tées en minéraux atteindraient entre

un et trois trillions de dollars², incluant
du cuivre, de l'or, des terres rares, des
minerais de fer, de l'argent, du mercure,
du lithium, de l'aluminium, ou encore
du zinc. Autant de richesses qui, bien
exploitées et gérées de manière durable
et juste, pourraient apporter un boom
à l'économie afghane, aujourd'hui sous
perfusion de l'aide extérieure. Malheu-
reusement, comme l'histoire nous l'ap-
prend, les terres riches en ressources
ne sont pas les mieux loties. Que du
contraire, la richesse d'un État peut
attiser des convoitises et attirer des
acteurs peu scrupuleux et peu soucieux
de la stabilité du pays hôte. Au regard
des nouveaux acteurs³ qui s'intéressent
déjà à cette dimension de l'Afghanis-
tan, le pays risque de connaître bien
des remous à court et moyen terme.

Un terrain de jeux géostratégique

Pour les générations actuelles, l'Af-
ghanistan peut apparaître comme un
pays ancré dans le conflit, en retard
de développement, ultraconservateur,
peu préoccupé du sort de sa popula-
tion. Pourtant, si l'on remonte aux
années 1960-1970, l'Afghanistan était
un pays ouvert, en voie de développe-
ment, avec une population active et
dynamique. Bien que les débuts d'ins-
tabilité apparaissent plus tôt, l'arrivée
de l'armée rouge en 1979 marque le
début de dynamiques dont les consé-
quences sont encore prégnantes dans
le pays. L'Afghanistan devient alors
l'un des conflits qui opposent Améri-
cains et Soviétiques par procuration.
Alors que l'invasion soviétique avance,
Washington, secondé notamment
par Riyad, Islamabad, Londres et
Pékin, soutient de manière active les

2 Estimation
de l'Institut
d'études géolo-
giques des États-
Unis en 2010.

3 Erik Prince,
fondateur de
la compagnie
militaire privée
Blackwater
et frère de la
secrétaire à
l'Éducation de
l'administration
Trump Betsy
DeVos, aurait
déjà approché
des acteurs
nationaux pour
s'assurer un accès
à certaines de ces
ressources.

Les talibans afghans naissent de dynamiques sociopolitiques conflictuelles, de véritables orphelins de la guerre n'ayant jamais connu leur pays en situation de paix interne et/ou externe.

forces s'opposant à l'invasion, en les finançant et en leur fournissant du matériel militaire –aide relayée par le Pakistan, qui organise et assiste les forces d'insurrection. Au cours de cette guerre, qui durera jusqu'en 1989, deux phénomènes de première importance vont avoir lieu. Tout d'abord, l'appel à la défense de la population musulmane par les mollahs afghans (appel au *djihad*, ici dans son sens collectif et défensif): il s'ensuit une arrivée importante de combattants étrangers – parmi lesquels Ben Laden – qui vont rejoindre les forces de l'insurrection antisoviétique. L'aide américaine transitant plus spécifiquement par la CIA, l'on retrouve ici l'origine de la théorie selon laquelle la CIA aurait financé et entraîné Al-Qaeda, qui ne sera formé en fait qu'après. La migration massive, ensuite: les Soviétiques arrivant par le nord du pays, provoque une vague d'immigration vers le sud, déracinant des millions de personnes. Plus d'un million fuient au Pakistan, qui organise l'aide et la vie dans des camps de réfugiés. Fait d'importance, l'Arabie saoudite finance notamment la construction d'écoles coraniques –madrasas– et de mosquées,

exportant en même temps son Islam wahhabite. Alors que l'armée rouge se retire du pays en février 1989, celui-ci s'enfonce dans une guerre civile sur fond de conflits ethniques et tribaux.

L'enjeu sécuritaire

Les talibans font leur entrée sur la scène afghane dans cette situation d'insécurité chronique⁴, pourvoyeurs de sécurité avec un message centré sur l'islam faisant écho au sein de la quasi-totalité de la population⁵. Les talibans afghans naissent de ces dynamiques sociopolitiques conflictuelles, de véritables orphelins de la guerre n'ayant jamais connu leur pays en situation de paix interne et/ou externe. Lorsque l'opération américaine *Enduring Freedom* commence le 7 octobre 2001, il ne faudra que deux mois pour que les talibans se réfugient au Pakistan voisin. S'ensuivent 13 années d'opérations civilo-militaires; l'opération américaine se déroule en parallèle de la Force internationale d'assistance à la sécurité, mandatée par l'ONU et commandée par l'OTAN à partir de 2003, avec l'objectif «d'aider le gouvernement afghan à assurer efficacement la sécurité dans tout le pays et de mettre en place de nouvelles forces de sécurité pour faire en sorte que l'Afghanistan ne redeviene plus jamais un sanctuaire pour les terroristes»⁶. En 2014, les deux opérations se terminent, et la FIAS laisse la place à l'opération non combattante *Resolute Support*, visant à la formation, au conseil et à l'assistance des forces et institutions de sécurité afghanes⁷, la responsabilité de la sécurité dans le pays étant depuis décembre 2014 entre les mains de ces institutions. 🌱

4 Au plus fort de son influence, le gouvernement taliban gouverne 9/10 du territoire, environ 10 % restant entre les mains de l'Alliance du Nord. L'Émirat islamique d'Afghanistan ne sera reconnu que par trois pays: Pakistan, Arabie saoudite et EAU. Cet isolement international est d'ailleurs l'une des causes de l'alliance entre talibans afghans et Al-Qaeda.

5 Près de 99 % (est.) de la population afghane est musulmane, 90 % d'entre eux sunnites.

6 Site officiel de l'OTAN, «La mission de la FIAS en Afghanistan (2001-2014)».

7 Site officiel de l'OTAN, «L'OTAN et l'Afghanistan».

Des idées moches et centripètes

Depuis une vingtaine d'années, les grands classiques de l'extrême droite que sont le rejet de l'immigration, la défiance vis-à-vis des élites et la mise en avant d'une insécurité présumée sont récupérés par les partis traditionnels. À tort. Car l'original a repris ses droits sur la copie.

Par Achille Verne
Journaliste

C'était en 2007. Jean-Marie Le Pen portait pour la dernière fois les couleurs du Front national lors d'une élection présidentielle. Arrogant, il décochait cette phrase assassine : « Nicolas Sarkozy essaie de labourer mon terrain mais c'est moi qui sème et c'est moi qui récolterai. Les gens préféreront toujours l'original à la copie. Plus il en fait dans ce domaine-là, mieux je me porte. » Il continuait : « Je suis francophile, pas xénophobe, c'est pour ça que je suis pour la préférence nationale. »

Cinq ans plus tard, en 2012, *Le Monde* titrait « Monsieur Sarkozy courtise sans retenue les électeurs du FN ». Menacé par le socialiste François Hollande, le président sortant chassait sur les terres de Marine Le Pen, la fille ayant entre-temps tué le père : islam, immigration, attaque des médias et des élites. Sarko pointait le flux migratoire qui allait en grossissant : « Cela ne peut plus durer. À force d'accueillir trop

de monde sur notre territoire, notre système d'intégration ne fonctionne plus. » Tout y passait au nom de la nécessité d'écouter enfin ces « Français qui souffrent en silence ».

De Silvio Berlusconi à Viktor Orbán en passant par Nicolas Sarkozy, on ne compte plus ces leaders venus du centre et de la droite à avoir intégré les idées de l'extrême droite dans leur programme. Et plus les partis traditionnels ont échoué à répondre aux grandes questions de l'époque, le plus souvent liées aux difficultés socio-économiques et à l'immigration, plus certains d'entre eux mettent du zèle à les revendiquer en leur nom propre.

Le cas de l'Italie est symptomatique de cette évolution. Tout au long des années 2000, Silvio Berlusconi a fait évoluer sa politique en parallèle avec celle de la très populiste Ligue du Nord. On le vit ainsi initier le fichage des Roms et créer



Une fresque du street-artiste TvBoy représentant le Premier ministre italien Matteo Salvini et Luigi Di Maio, le dirigeant du Mouvement 5 étoiles.

un délit d'immigration clandestine. Il a qualifié les juges de *comunisti*. Les journalistes n'étaient que des «emmerdeurs». *Il Cavaliere* tournait volontiers l'Europe en dérision. Comme lors de ce sommet à Bruxelles où, face aux autres chefs d'État et de gouvernement, il s'était écrié : «Et maintenant, si l'on parlait de football et de femmes...»

Le mantra de ces apprentis sorciers a toujours consisté à dire que tester les idées de l'extrême droite était le meilleur moyen de la contrôler. Si la méthode a ses raisons, elle n'est pas pérenne. En témoigne la valse-hésitation de l'électeur ici et là : le discours anti-immigration de la N-VA n'a pas empêché le Vlaams Belang

de retrouver du souffle lors des communales du 14 octobre dernier.

L'original l'emporte sur la copie

Pour revenir à l'Italie, ni les frasques de Silvio Berlusconi ni le coup de vis sur l'immigration donné par un Matteo Renzi n'ont réussi à couper l'herbe sous le pied des «vrais» populistes. Le 2 juin dernier, après trois mois de tractations postélectorales houleuses, la république s'est donné un gouvernement populiste réunissant le Mouvement 5 étoiles et la Ligue du Nord. L'original l'a emporté sur la copie. Paolo Savona, dont le nom avait été refusé par le président italien pour diriger les Finances en raison de son euros-

cepticisme affiché, a finalement été nommé aux Affaires européennes.

Depuis, l'Italie tient le destin de l'Europe entre ses mains. Elle défie la Commission sur le terrain du budget, ignorant les avertissements qui lui sont lancés pour non-respect de critères de la dette. Or, tous les observateurs le répètent : si l'Italie trébuche, c'est tout un pan de la construction européenne qui s'effondrera, elle.

Les idées de l'extrême droite se sont ainsi répandues dans plusieurs États européens, au point de devenir communes, ordinaires. L'Italie, la Pologne, la Hongrie. Anti-immigration, anti-Europe, anti-élites les tabous tombent au nom du droit à la liberté de parole. Il faut désormais coller aux peurs viscérales de l'électeur pour être certain d'emporter son adhésion. Du moins certains le pensent. Ce transfert vers les partis traditionnels a été facilité ces dernières années par la coupure qu'ont effectuée les différentes extrêmes droites avec le passé fasciste et nazi de la Vieille Europe.

À l'écart de quelques groupuscules que l'on pourrait qualifier de folkloriques s'ils n'étaient potentielle-

**L'ennemi, c'est
l'étranger qui refuse
d'adopter les valeurs et
coutumes du pays qui
l'accueille, surtout s'il
est musulman.**

ment dangereux par la parole et par les gestes, rares sont les leaders populistes qui s'aventurent encore aujourd'hui à trouver des vertus à l'Allemagne nazie ou à la collaboration. Le temps des « Durafour crématore » – la formule est de Jean-Marie Le Pen – semble être passé. En Belgique, on a ainsi vu Bart De Wever laisser aux vestiaires les oripeaux de la Seconde Guerre mondiale et de la répression contre l'incivisme pour se rapprocher de la communauté juive d'Anvers. La norme aujourd'hui, c'est un discours anti-immigration mâtiné d'anti-islam.

Un homme incarne à merveille cette mutation : Geert Wilders. Dans les années 2000, surfant sur la dénonciation du modèle multiculturel néerlandais lancé par Pim Fortuyn, il a fait du combat contre l'islam son fer de lance à une époque où un Le Pen croyait encore pertinent de se mettre du côté du maréchal Pétain et de l'Algérie française. Wilders est pro-Israël et défend les gays. L'ennemi, c'est l'étranger qui refuse d'adopter les valeurs et coutumes du pays qui l'accueille, surtout s'il est musulman. En cela, le Néerlandais n'est guère différent des populistes suisses – Christoph Blocher, Oskar Freysinger... – qui ont trouvé dans la démocratie directe un accélérateur à la propagation de leurs idées.

Au début de cette décennie, le discours d'un Geert Wilders a trouvé une résonance particulière en France, notamment chez les Identitaires, des activistes violents qui distribuent de la soupe au cochon

aux abords des moquées au nom des valeurs éternelles de la France. Puis, il est devenu la propriété de Marine Le Pen et sans doute son arme la plus efficace lors des deux dernières campagnes présidentielles. Entre-temps, Nicolas Sarkozy avait achevé d'ouvrir un boulevard aux idées d'une extrême droite débarrassée des bruits de botte en mettant à l'honneur l'identité nationale.

Le coup de pouce du politiquement correct

Le ton et le style employés par les extrêmes permettent eux aussi de saisir la métamorphose en cours. Il y a cinquante ans, les discours brailards et les postures viriles séduisaient. Aujourd'hui, ils ont le plus souvent laissé place au politiquement correct (dans l'humainement incorrect) : les dirigeants populistes évitent le racisme ostentatoire pour s'épancher sur l'impossibilité de faire cohabiter des cultures trop différentes. Ils mettent en avant la défense des intérêts nationaux, abandonnent le plus souvent les thèses antisémites pour combattre l'islam et l'immigration. Désespérés de ne pas trouver une réponse satisfaisante à leurs problèmes quotidiens, une partie des électeurs y trouvent leur compte.

Les partis politiques traditionnels, de gauche comme de droite, portent une responsabilité certaine dans cette évolution. S'ils sont impuissants à régler des problématiques qui les dépassent – il y a belle lurette que la grande finance tient les

La force centripète qui agite les idées venues de l'extrême droite n'est pas une fatalité.

leviers de commande de l'économie mondiale – d'autres dossiers comme la gestion de l'immigration pourraient trouver une part de solution dans la mise en place d'une politique commune européenne toujours aux abonnés absents. Cette frilosité a abouti à laisser l'Italie, qui n'a eu de cesse d'appeler ses partenaires européens à l'aide depuis une décennie, à faire sa loi en Méditerranée.

La force centripète qui agite les idées venues de l'extrême droite n'est pas une fatalité. En témoigne la victoire d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2017 obtenue grâce à un discours rassembleur, construit par-delà les partis traditionnels. Ce qui n'empêche pas aujourd'hui l'hôte de l'Élysée de revoir progressivement sa politique migratoire au risque de mettre en place une politique de l'« inhospitalité » (en contrepied à l'éthique de l'hospitalité de Paul Ricœur dont il fut proche), une crainte qu'émettent volontiers ses critiques. 🌹

Quand la politique prime sur les valeurs

Imaginez un pays où un référendum est organisé à la va-vite. Imaginez que ce référendum soit promu par des extrémistes religieux. Qu'il vise à apporter des modifications homophobes à la Constitution et qu'il soit soutenu par un gouvernement qui espère une victoire politique à court terme pour camoufler les scandales de corruption qui minent sa réputation. Et si ce pays existait vraiment ?

Par Marc Soignet
Délégué « Europe et International » - CAL/COM

Le pays que vous imaginez existe en effet réellement : c'est la Roumanie. Et le référendum en question est celui qui s'est tenu le 7 octobre dernier et dont le but était d'inscrire la définition de la famille comme « union entre un homme et une femme » dans la Constitution. Par un gouvernement qui se dit de centre gauche, de surcroît ! C'est en 2015 que cette question est mise sur la table lorsqu'une ONG appelée La Coalition pour la famille rassemble 3 millions de signatures afin de déclencher un processus de modification de la Constitution. L'objectif ? Écarter toute possibilité d'adoption du mariage pour tous en gravant dans le marbre constitutionnel une définition homophobe du mariage.

En théorie, la Coalition pour la famille est une simple alliance informelle de plus de 40 ONG qui soutiennent la famille. En pratique, la liste des

membres compte de nombreuses ONG religieuses et conservatrices et entretient des liens étroits avec l'Église orthodoxe roumaine (majoritaire). La portée et les ressources financières du réseau lui ont permis de recueillir 3 millions de signatures pour lancer le processus de modification de la Constitution. La campagne en faveur du référendum a coûté très cher et les sources de financement sont loin d'être transparentes. La coalition semble être financée par diverses organisations protestantes aux États-Unis et des organisations similaires d'Europe orientale.

Anomalies en tous genres

La Constitution stipule que pour être modifiée sur la base d'une initiative citoyenne, la demande doit être votée par le Parlement dans les six mois suivant son dépôt et peut être faite après la collecte d'un certain nombre de signatures nécessaires. Dans le cas de ce réfé-



En Roumanie, le mariage pour tous a ses ennemis haut placés. Mais le peuple n'a pas suivi la voie de l'homophobie.

rendum, le délai a été de deux années. Qui plus est, les autorités ont décidé de la tenue du référendum le 11 septembre et ont fixé la date au 7 octobre, laissant aux administrations locales moins d'un mois pour se préparer. Résultat : le système électronique destiné à prévenir la fraude et recouper l'identité des électeurs avec une base de données nationale n'était pas disponible à temps. À cela s'ajoute l'ordonnance d'urgence adoptée par le gouvernement le 18 septembre, et qui prolonge exceptionnellement la période de vote à tout un week-end, au lieu du dimanche uniquement. Bien qu'il soit illégal de modifier les règles référendaires six mois précédant un vote, le nouveau calendrier sera maintenu, malgré de vives protestations de la société civile. Enfin, le libellé

de la question est particulièrement déroutant : très ambiguë, elle se borne à demander : « Êtes-vous d'accord avec la loi sur la révision constitutionnelle adoptée par le Parlement ? »

Au vu de ces vices de procédure, les voix de nombreux chrétiens modérés viendront s'ajouter à celle des défenseurs des droits humains afin de dénoncer un gigantesque gaspillage ayant pour objectif apparent de distraire l'opinion publique des nombreux scandales de corruption dans lesquels le parti majoritaire est impliqué.

Le boycott pour dire non

Face au calendrier accéléré et à l'implication de l'Église et de réseaux anti-

choix, les espérances du camp dénonçant l'homophobie de ce référendum étaient limitées. En effet, afin que la modification constitutionnelle soit adoptée, deux conditions devaient être remplies: un minimum de 30 % de participation et une majorité simple votant «oui», laissant théoriquement la possibilité à un maigre 15 % de la population de décider de l'issue du référendum.

Dans ces conditions, la meilleure stratégie: boycotter le vote. Cela permet non seulement de l'invalider (malgré le seuil très bas de 30 %) mais également d'exprimer une position morale: même si le «oui» l'emporte dans les urnes, la majorité de la population aura exprimé son refus du référendum.

Côté Église et anti-choix, l'heure était à la mobilisation. Des messages politiques dans les sermons dominicaux aux dépliants distribués dans les écoles, la propagande anti-choix a envahi le pays. De la menace de voir des étrangers convaincre les enfants roumains de changer de sexe aux craintes que des homosexuels viennent adopter ou kidnapper (au choix) les enfants, tout argument délirant fut bon à prendre. En outre, et ce, en violation totale de l'obligation de réserve des administrations locales, certaines mairies ont même publié des messages officiels soutenant le «oui».

Le soir du 7 octobre, la tension était palpable dans le pays. Tout au long de la journée, des indications d'un taux de participation extraordinairement bas ont circulé. En soirée, le résultat inespéré tombe: malgré tous les efforts du gouvernement et l'intensive campagne

du camp en faveur du «oui», seulement 21 % de la population s'est déplacée. Et le référendum a été invalidé!

Un heureux dénouement, mais...

Reste que le gouvernement roumain semble sur la mauvaise voie en matière de démocratie. Le 13 novembre, le Parlement européen a adopté une résolution concernant l'État de droit en Roumanie. Il y tire la sonnette d'alarme sur un certain nombre de mesures prises touchant aussi bien l'indépendance de la justice et des médias, que le statut des ONG ou le manque de lutte sérieuse contre la corruption.

Dans ces conditions, les militants associatifs roumains craignent que de nouvelles initiatives anti-choix soient épaulées par un État dont les contre-pouvoirs pourraient être mis à mal. Il suffit de visiter le site internet de la Coalition pour la famille pour se faire une idée. On y trouve par exemple un appel à l'interdiction des unions civiles, car cela «réduit» le nombre de mariages, à l'interdiction de la contraception et de l'avortement financés par l'État ou l'interdiction aux mineurs d'y accéder sans accord parental. Ces derniers mineraient le rôle premier du mariage qui est la procréation et la protection de l'enfant.

La Roumanie est à la croisée des chemins: revenir vers les valeurs fondamentales de l'Europe ou faire ses premiers pas vers un agenda illibéral, sur les traces du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán. Les militants associatifs roumains, quant à eux, sont décidés à ne pas se laisser faire. 🌹







72 Brut de femmes

74 « Rendre visibles ces invisibles ! »

76 La prison comme rengaine

Brut de femmes

L'art brut n'échappe pas à la loi qui veut que les femmes soient, dans l'histoire de l'art, moins représentées mais aussi moins montrées, moins cotées, moins vendues. Est-ce parce que leurs œuvres exposent, comme autant de plaies ouvertes, les bonheurs contrariés des identités féminines ?

Par Julie Luong
Journaliste

«Ce n'est pas une affirmation, l'intitulé d'un programme, le résumé d'un contenu. C'est une question. «Les femmes dans l'art brut ?» Comme on dirait : Les femmes dans la magistrature ? Les femmes dans la médecine ? Les femmes à l'université ? Les femmes dans les conseils d'administration ? Les femmes dans l'armée ? *La Guerre n'a pas un visage de femme* : titre d'un livre de Svetlana Alexievitch. L'art n'a pas un visage de femme : c'est en ces mots que la romancière belge Caroline Lamarche commente, dans le beau texte du catalogue, l'intitulé en forme d'interrogation de cette exposition : «Les femmes dans l'art brut ?»

Organisée par le musée bruxellois Art & Marges –qui a la particularité d'avoir toujours été dirigé par des femmes, depuis Françoise Henrion, sa fondatrice en 1983, jusqu'à Coline de Reymaeker aujourd'hui–, celle-ci accueille une grande partie de la collection de l'Autrichienne Hannah Rieger. «À un moment donné, j'ai pris conscience du fait que des collectionneuses indépendantes d'art brut

sont rares. Plus rares encore sont les femmes qui achètent de l'art de femmes artistes. Et dans le monde entier, les artistes femmes d'art brut sont minoritaires», explique-t-elle dans le catalogue.

Regardées regardantes

Concept développé au milieu du XX^e siècle par le peintre français Jean Dubuffet, qui s'était mis à collectionner des œuvres de patients psychiatriques dont il admirait l'authenticité et le caractère nécessaire, l'art brut semble n'avoir en rien échappé aux lois de la domination masculine. «Non seulement les femmes sont sous-représentées dans l'art brut mais, comme ailleurs dans l'art, elles se vendent aussi moins et moins cher», explique Thibault Leonardis, responsable de collection au musée Art & Marges.

Femmes/artistes/artistes d'art brut : nous sommes ici, comme l'écrit Hannah Rieger, chez les «marginales parmi les marginaux». Le musée bruxellois a d'ailleurs fait le choix d'exposer à la fois des pièces de ces



© Martha Grunenwaldt

émergent. L'univers de la Suisse Aloïse Corbaz, figure centrale de l'art brut qui commença à créer peu après son admission, en 1918, à l'asile de Cery-sur-Lausanne, se distingue ainsi par la place accordée aux personnages princiers et aux figures politiques comme Napoléon Bonaparte, Marie-Antoinette ou la reine Élisabeth. Anna Zemánková, artiste tchèque proche des

femmes mais aussi des œuvres d'artistes d'art brut masculins dont la femme est le sujet. «C'est un choix qui a fait largement débat en interne», confie Thibault Leonardis. Là où certains verraient dans ce parti pris une impossibilité pour les femmes d'échapper au regard –volontiers érotisant– de l'artiste homme, il semble aussi légitime de lire dans cette double approche un jeu de miroirs fécond.

Explorations des mondes féminins

Entre l'infiltration des femmes dans les imaginaires masculins et la manière dont les artistes féminines se montrent capables de subvertir –avec tragique, complaisance ou ironie– les images figées de leur genre, ce sont autant de possibilités d'explorations esthétiques qui

créateurs spirités par sa conviction de traduire sur la toile des ondes magnétiques échappant au monde de la représentation, touche par ses motifs végétaux et ses fleurs vénéneuses. La Chinoise Guo Fengyi, qui se dit inspirée par Bouddha, ne cesse quant à elle de travailler le corps, la courbe, les formes oblongues –avec une délicatesse de dentellière. «Dans la majorité de ces productions, on retrouve le thème du corps et de la maternité mais aussi celui de l'enfance et du mariage, non comme institution mais plutôt comme symbolique de l'union», commente encore Thibault Leonardis. Comme si les œuvres, par-delà leur singularité, ne se détachaient jamais de la conscience, tantôt douloureuse, tantôt exaltée, de ces destins conjoints: être femme, être exclue, être artiste. 🌿



«Les femmes dans l'art brut»

Au musée Art & Marges (Bruxelles)
< 10.02.19

www.artetmarges.be

« Rendre visibles ces invisibles ! »

« Les Invisibles » évoque avec émotion et humour la destinée d'un centre d'accueil de jour pour femmes SDF voué à la fermeture. Au casting, Corinne Masiero, Audrey Lamy et une quinzaine d'actrices non professionnelles ayant connu la rue. Un film essentiel parce qu'il montre tout sans fard, en dédramatisant.

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

Elles sont des dizaines, passées par la rue, la violence, la prison, accueillies dans un centre de jour pour femmes SDF, qu'une mairie du Nord veut fermer. Leur résilience, leur combat, uni aux travailleuses sociales, forme la trame du nouveau film de Louis-Julien Petit, ode poignante et lumineuse aux « résistantes modernes. » Une épopée tragicomique, résolument ancrée dans le réel. Et pour cause ! Puisque le réalisateur de 34 ans, salué pour *Discount* en 2015, a passé un an comme bénévole en centres d'accueil pour femmes, à Grenoble et Paris, pour comprendre et trouver le ton adéquat. « Quand on traite un sujet comme celui-ci, on a intérêt à être juste... On peut amener du sourire, comme je le fais, mais ne pas travestir la réalité », explique-t-il en marge de son troisième long métrage, inspiré d'un documentaire/livre sur les femmes SDF de Claire Lajeunie, sorti en 2014.

Ses « invisibles » sont, bien sûr, les femmes accueillies, qui forment 40 % des sans-abri, « mais souvent se griment, se cachent pour échapper à la violence de la rue », explique Louis-

Julien Petit. « Plus généralement, ce vocable des “invisibles” désigne aussi les personnes qui ne sont pas aidées à aider les autres, ces travailleuses sociales et leur combat acharné, sans reconnaissance. Mon idée, c'était un film sur les résistantes modernes, des femmes qui vont s'unir et combattre ensemble, en se disant “OK, on nous met de côté, donc on va prendre notre destin en mains, trouver une solution!”. Solution qui, dans le film, passe par la découverte de ces femmes SDF et aidantes, ce qu'elles faisaient avant, leurs compétences, leur formation... « Il s'agissait donc de les rendre, avant tout, visibles ! »

« C'est interdit mais c'est juste ! »

Dans ce film coup de poing et coup de cœur, travailleuses sociales et SDF jettent tout dans la bataille pour réinsérer à tour de bras, avant la fermeture du centre, leur « cour des miracles », comme elles le définissent elles-mêmes. Usant de subterfuges (mensonges, falsification, pistons...), mais aussi d'atouts de prise de confiance et d'entretiens d'embauche à blanc. Et se muant, de



Audrey Lamy en travailleuse de l'ombre.

facto, en centre d'accueil 24 heures sur 24, en toute illégalité.

«Leur combat est une utopie, et c'est bien ce qui m'intéressait. Ce n'est pas le but qui est important, c'est l'action, l'action commune, le vivre ensemble. Se dire: "C'est interdit, mais c'est juste, en tout cas"», souligne Louis-Julien Petit. Qui cite comme inspiration des Ken Loach et autres Stephen Frears, auteurs reconnus de films sociétaux de la Grande-Bretagne post-Thatcher. Mais aussi *La Vie est belle* de Roberto Benigni (1997), qui «arrive à parler de l'horreur, de manière comique». *Les Invisibles* effleure les soucis de paperasserie, mais évite surtout l'écueil de l'acharnement contre une administration aveugle et lente. «Ce n'était pas mon but. Et puis, cela a déjà été fait magnifiquement par Loach dans *Moi, Daniel Blake*, un chef-d'œuvre...», glisse le cinéaste.

En revanche, dans la place laissée individuellement aux «accueillies», avec

chacune son langage, sa personnalité, sa trajectoire, ses réparties, il ne perd jamais son fil rouge humain et comique. «Eh, t'as pas le monopole de la réussite, Chantal!» lance par exemple une SDF à une autre dans une scène qui désamorce le dramatique de la situation par le rire.

Chantal... «Un emblème de ce film, le symbole de la résilience», dit Corinne Masiero du personnage joué par Adolpha van Meerhaegue, sa «pote». Une ex-SDF de 70 ans, qui, comme dans le film, a connu la prison (elle a tué son mari violent) et la rue. «Une vraie vie de merde», résume Masiero. «Ce film dénonce et demande des solutions à ceux qui le regardent», s'emporte l'actrice roubaisienne engagée à gauche. «Il existe des tas d'associations, des gens qui se bougent. Mais les politiques, maintenant, 'faut qu'ils prennent leurs responsabilités. Et pas demain! Alors, si ce film pouvait les y aider ne fût-ce qu'un tout petit peu, ce serait déjà une victoire magnifique!»



«Les Invisibles»
Comédie sociale
de Louis-Julien Petit
FR • 2018 • 104'
En salles dès le
09.01

La prison comme rengaine

Plus de 30 ans de toxicomanie, 29 flagrants délits de vol et 8 séjours en prison. Et puis un jour, le disque s'enraye. Enfin des lendemains qui chantent et mènent une ancienne détenue à «la vie de château». Le roman (bio)graphique «La Ballade des dangereuses» raconte les vies étonnantes et incroyablement vraies de Valérie Zézé.

Par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

«Votre numéro d'écrou est le 4827!» Pour nous, lectrices et lecteurs, l'histoire de Valérie Zézé commence en janvier 2015 au Palais de Justice de Bruxelles à l'aulne de sa 8^e incarcération à la maison d'arrêt de Berken-dael, à Forest. Elle vient de prendre 18 mois pour vol. Au fil des cases, Valérie raconte sa vie quotidienne: le sevrage de la cocaïne, les interactions avec les autres détenues, le respect qui s'impose pour survivre, l'absence d'intimité, la colère, le cachot, le transfert à Lantin... Et tout ce qui rend la prison moins pénible: les visites de son fils, le travail à la cuisine et à la bibliothèque, les évasions mentales, le réconfort spirituel aussi. Et au bout du tunnel, la lumière de la sortie, non sans appréhension et difficultés. Avec les flash-back, on comprend comment la spirale infernale de la cocaïne et du vol l'ont amenée là. Tout est conté avec force et justesse. Et l'humour de Valérie comme un bouclier. Car elle ne le cache pas, «derrière cette pudeur, il y a un corps écorché vif, maltraité, violenté, torturé, séques-

tré. Mais le but n'est pas de faire peur ou de faire mal.» La dignité de Valérie, l'humanité du récit d'Anaële et la douceur des aquarelles de Delphine rendent l'histoire dicible et visible.

«Un morceau de vie»

Comme le racontent les sœurs Hermans, respectivement dessinatrice et scénariste belges, «au départ de cette bande dessinée, il y a eu une curiosité, un intérêt pour l'univers carcéral, où l'humain est poussé dans ses limites. Il y a eu surtout une envie: celle d'aller au-delà des images et idées reçues sur la prison, pour raconter l'histoire de personnes, avec leurs émotions, positives et négatives, leurs nuances.» Dans une démarche exploratoire, Anaële a rencontré des professionnels du secteur, qui l'ont mise en contact avec des ex-détenus. Elle est tombée sur Valérie dans la cour d'une association d'accueil d'urgence bruxelloise alors qu'elle venait de sortir de prison. Une rencontre étonnante comme Valérie en a le secret, de



Delphine et Anaële Hermans - Valérie Zézé, «La Ballade des dangereuses», Saint-Avertain, La Boîte à bulles, 2018, 128 pages.

celles qui changent une vie, ou du moins lui font prendre une tournure inattendue – comme celle qui l’a amenée jusqu’au château où elle s’est installée.

«Valérie nous a semblé être un personnage idéal pour plusieurs raisons: elle avait très envie de raconter sa vie; son témoignage est dur mais aussi plein d’humour, de joie de vivre et d’espoir; il permet de mettre en lumière de nombreuses facettes de la réalité carcérale, y compris les mécanismes qui amènent des personnes à multiplier les séjours en prison.» Elles se sont rencontrées plusieurs fois et tout a été enregistré. «Petit à petit», poursuit la scénariste, «j’ai essayé de mettre de l’ordre là-dedans et d’imaginer comment le lecteur pourrait aimer découvrir cette histoire. C’est un destin mais ce n’est qu’un petit morceau de sa vie! Valérie a 50 ans et vécu pas mal de péripéties.»

Récit interne et intérieur

«On entend souvent parler de grands criminels qui ont fait des choses hors du commun. Mais finalement, les prisons sont peuplées de multirécidivistes, de toxicomanes qui volent pour se procurer leur produit et reviennent sans cesse. Cela nous a permis d’illustrer ce qui se passe vraiment derrière les prisons». On est bien loin de l’univers carcéral fictif de *Prison Break*. Dans le même genre que *La Ballade des dangereuses*, seule la série *20 ans ferme* éditée en France chez Futuropolis Gallisol en 2012 s’est construite, elle aussi, sur les confidences d’un ancien détenu dans le but de «témoigner de l’indignité d’un système». Système avec lequel Valérie n’est pas tendre non plus: «Si j’avais

été soignée, la première fois, jamais je ne serai rentrée huit fois en prison. La prison casse, c’est là qu’on apprend à être une vraie délinquante.»

Un château à reconstruire

Après une longue cure de désintoxication dans la communauté thérapeutique de Brantôme, l’ex-professeur de français est restée vivre dans le Périgord et s’est installée dans un château en rénovation. Elle reste fragile et en a bien conscience: «Il est temps pour moi de faire des choses qui me plaisent avant tout: écrire, soutenir les autres en donnant des cours d’alphabétisation au village, en corrigeant des lettres... En tant qu’écrivain public, je reçois un “Merci, Madame!” et un poulet ou 2 paniers de fraises. Au village, on marche au troc. C’est génial de pouvoir avoir de nouveaux amis.» Entraide, amitié, petits bonheurs du quotidien: des paroles qui sonnent un peu comme celles d’une certaine «Ballade», en nettement moins dangereux. ✦



«La vraie liberté est intérieure... mais la liberté extérieure n’est pas mal non plus.» : mantra revisité par Valérie Zézé.

Mise en boîte

L'anthrotopologie est une science récente mais déjà dure. Très dure, même. Elle est tellement récente que vous n'en avez jamais entendu parler et l'on doit d'ailleurs remercier d'emblée l'illustre Bruno Mans-

ter – dont je dois bien avouer que je ne connaissais pas l'existence avant de feuilleter le livre dont il est question ici – pour ce travail de vulgarisation absolument indispensable. Se campant d'emblée en épigone du docteur Faustroll, Manster n'hésite en effet pas à enquiller les traces d'Alfred Jarry et, surtout, des nombreux pataphysiciens que la planète a comptés et compte

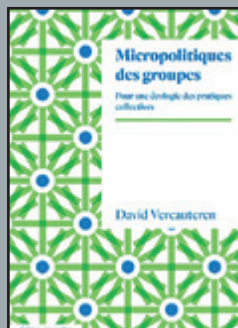
encore, du moins peut-on l'espérer. Car si l'anthrotopologie est toute neuve, la pataphysique, elle, cultive ses



lettres de noblesse depuis belle lurette. En tout cas, sa bonne vieille technique de mettre en boîte les honnêtes gens est en tout cas fidèlement reconduite ici. Et l'on se léchera les babines en savourant les trouvailles, parfois franchement désopilantes et parfois plus convenues (mais qui sommes-nous pour pouvoir en juger?), qui émaillent cet opuscule acide comme une griotte mûre. Pour qui aime les clins d'yeux, l'ouvrage est une mine qu'on n'épuisera pas en deux coups de cuillère à pot. Et ça commence dès le titre car *Mille et une boîtes* parodie en effet de façon à peine déguisée celui du fameux essai de Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux...* Mais *Mille et une boîtes* renouvellera-t-il la

De la théorie à l'action

Comment créer du commun, produire des actions collectives en pariant sur des expérimentations, des devenir, des repérages de «situations-problèmes»? Prenant acte de la fin d'une certaine manière de faire de la politique (forme du parti, collectifs soumis à des objectifs macropolitiques...), l'ouvrage roboratif de David Vercauteren, Thierry Müller et Olivier Crabbé propose une puissante boîte à outils ancrée dans un parcours militant. Revenant sur leur trajectoire, de VeGA (Verts pour une gauche alternative) à la création de Collectif sans nom à Bruxelles en 1997, à celle de Collectif sans ticket ensuite, les auteurs mettent en place des nouvelles formes d'organisation politique. Ne sachant le récupérer, le capitalisme mais aussi l'idéologie du



mouvement ouvrier ont muselé l'héritage des savoirs et des luttes que véhiculaient des communautés telles que les sorcières, les paysans. À partir de ce constat, ils en appellent à la «culture des précédents», à un besoin de récits. Si on saluera la fine radiographie des effets pervers produits par une surveillance des luttes macropolitiques (menées par les syndicats, les partis...), d'une militance ralliée aux questions de stratégie, d'une articulation entre moyens et fin, on pointera une crainte: le souci de défendre les micropolitiques de groupes ne se solde-t-il pas par une relative impuissance dès lors que la micropolitique reste prise dans le registre de l'éthique? Demeure béante la question du nouage entre

pataphysique comme semble l'espérer son auteur? Il ne nous en voudra pas si nous disons que cela nous semble peu probable. Par contre, aider à passer un bon petit moment de franche rigolade, là, oui. En tout cas, nous pouvons affirmer à Bruno Manster qu'à notre humble avis, il n'enfreint pas avec cet ouvrage l'article 7 des Statuts du Collège de Pataphysique qui stipule que «seuls le sérieux pris au sérieux, le lyrisme et autres produits astringents seraient susceptibles de rendre un enseignement (pataphysicien) irrecevable». C'est déjà ça. (jph)



Bruno Manster, «Mille et une boîtes», Cuesme, éditions du Cerisier, 2018, 260 pages. Prix: 12 euros

micro- et macro-. Comment, au niveau des actions collectives, articuler local et global afin que la propagation rhizomateuse de résistances locales infléchisse l'état du monde? Procédant par entrées (autodissolution, décider, évaluer, événement, pouvoir, puissance, rôles...), l'ouvrage ouvre de riches perspectives de construction de pratiques collectives branchées sur ce qui favorise l'émancipation. Dans un monde gagné par l'essor des droites dures, nous avons plus que jamais besoin de ces armes réflexives. (vb)



David Vercauteren, «Micropolitiques des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives», en collaboration avec Thierry Müller et Olivier Crabbé, Éd. Amsterdam, 256 p., 16 euros.

Tout, tout, tout, vous saurez tout...

... sur le sexe féminin, bien trop longtemps réduit à sa plus simple expression –sa fonction d'organe reproducteur– et quasi absent des manuels d'éducation sexuelle. L'exemple le plus flagrant en la matière est le fameux *Guide du zizi sexuel* qui, comme son nom l'indique, invisibilise complètement son pendant féminin, un peu plus «caché», il est vrai. Deux ouvrages illustrés parus récemment viennent combler ce vide discriminant et on ne peut que saluer (et soutenir!) l'initiative. Tous deux misent sur un savant mélange d'humour tendre et de didactisme, avec un contenu validé par le corps médical. Pour les ados et les adultes qui voudraient vérifier qu'ils/elles ont bien tout compris, *Vagin Tonic* a été conçu par une jeune femme qui, atteinte d'un cancer du sein et amenée



à congeler ses ovocytes à 29 ans, s'est rendu compte qu'elle ne connaissait quasi rien de son anatomie. Et que son entourage n'était pas mieux loti. Pour les enfants, l'histoire de la curieuse Éléphantine



est née dans la tête d'une plasticienne qui a cherché un livre pour aborder les questions liées à la sexualité infantile et n'a rien trouvé pour les petites filles. Ou, tout au plus, la représentation d'un hérisson ou d'un renard qui grogne la nuit. Bonjour l'image biaisée! Avec un contenu adapté aux lectrices et lecteurs visé.e.s, Lili et Éléphantine glanent tout ce qu'il y a à prendre comme infos entre les poupées asexuées et le porno. Là où tout n'est pas rose –et épilé de près– ou bleu, comme le sang des règles dans les spots publicitaires. (ad)



Lili Sohn, «Vagin Tonic. Mon petit guide décontracté de la foufoune», Bruxelles, Casterman, 2018, 272 pages. Prix: 20 euros

Natacha De Lochet et Laurent Carpentier, «Éléphantine veut tout savoir sur sa zézette», Bruxelles, Les nez à nez, 2018, 40 pages. Prix: 14,50 euros

Trente-cinq

Par Baptiste Coppens
Philosophe



Adieu napalm, roquettes et autres bombes à sous-munitions! On l'apprend à l'instant, à la seconde même où nous mettons sous presse: annulant l'offre somptuaire de quinze milliards pour de fringants chasseurs de combat F-35, la Belgique leur a récemment préféré l'acquisition d'une bonne douzaine de biplans Sopwith Camel. Pour l'essentiel à cause de leur joli nom, mais aussi parce que ça ne coûtera guère au contribuable belge, au pire 0,0067 % du budget initial. Tollé dans les cénacles militaristes, esclandre dans les groupuscules va-t-en-guerre! Mais on a muselé les premiers, nous sommes rendus sourds aux seconds: le bon sens, la justice, l'honneur même du pays étaient à ce prix, en l'occurrence un million d'euros à la grosse louche, pièces et main-d'œuvre.

Imitant ainsi à sa façon l'exemple probant du Costa Rica, qui a constitutionnellement décidé de renoncer à toute armée, la Belgique veut frapper un grand coup et tordre le cou aux idées reçues, œuvrant à la réduction des dépenses militaires et promouvant l'aide humanitaire. En effet, la principale mission de ces chasseurs polyvalents, qui ont largement fait leurs preuves

durant la Grande Guerre, serait de balancer des bombes au chocolat, de distribuer de la vraie roquette comestible, de confier des palmes aux pêcheurs de perles... Mieux même ou presque: en temps de paix, leurs pilotes, tous fumigènes dehors, paraderont dans les ciels de Bruxelles, Wallonie et de Flandre, afin d'y écrire les mots «Paix», «Amour», «Bonté», «Beauté» en lettres fuchsia, mauves, jaunes, stimulant ainsi les rêves des enfants à l'occasion de cabrioles subtilement pairées dans l'azur.

Ce n'est qu'une étape toutefois; la prochaine sera d'offrir toute l'armée à l'Organisation des Nations unies. L'armée belge deviendrait ainsi la première force militaire au monde à être, pour le dire d'une autre façon, en totalité constituée de Casques bleus. Pour cette raison même – et vu que le Sopwith Camel est souverainement incapable, à la différence du F-16 mais aussi du F-35, d'emporter l'une des vingt bombes thermonucléaires que notre sympathique allié étasunien a eu la prévenance d'entreposer chez nous – nous serons donc bientôt quittes de ces engins infernaux. Ces vieux coucous à bas coût nous permettront donc de faire d'une pierre deux coups. ✿



Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

**Funérailles civiles
de toutes classes et crémation**

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64

Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél: 02 538 15 60
GSM: 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

Contact: Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crémationniste. Faites-vous membre

Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Droit de réponse, émissions, livre... les bonnes énergies

Droit de réponse de M. Gilles Dowek, informaticien et chercheur à l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique)

Espace de Libertés a publié le 1^{er} septembre 2018 une interview que j'ai donnée le 15 juin 2018 à la journaliste Catherine Callico. Ne me retrouvant pas dans les propos rapportés par Madame Callico, je lui ai demandé dans un courrier du 19 juin de ne pas mentionner mon nom lorsqu'elle m'a permis de relire son article. Je regrette qu'elle n'ait pas tenu compte de mon avis et je tiens à informer les lecteurs d'*Espace de Libertés* Belgique que cette interview n'exprime nullement mes idées.

Position de la rédaction et droit de réponse de Mme Catherine Callico

La rédaction d'*Espace de Libertés* a commandé cet article à une journaliste expérimentée avec laquelle elle travaille régulièrement. La rédaction n'a pas été informée d'un éventuel désaccord entre l'interviewé et la journaliste préalablement à la publication. La rédaction confirme cependant sa confiance envers cette dernière et son respect de la déontologie journalistique. Mis à part la demande – qu'elle estime arbitraire – de l'intéressé de ne pas voir son nom mentionné dans l'article, Mme Callico ne partage pas la version des faits tels qu'énoncés par M. Gilles Dowek.

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Brucker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations

Philippe Joisson

Graphisme

YEBOGraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement
de vos données soient conformes au règlement général sur la protec-
tion des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril
2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee





Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ JANVIER 2019

À LA TÉLÉVISION

BULLE, une wasserette mobile (10')

Présentation : Vinciane Colson

Reportage à la rencontre des usagers et des bénévoles de BULLE, une laverie mobile pour les sans-abri à Bruxelles.

Date	Heure	Chaine
08/01	En fin de soirée	La Une
14/01	20H00	La Trois

Entretien avec Cynthia Fleury (28')

Présentation : Jean Cornil

Jean Cornil a rencontré Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste. Elle aborde ses thèmes de prédilection : le sujet, la nature et la politique.

Date	Heure	Chaine
13/01	09H20	La Une
19/01	10H30	La Une
23/01	20H00	La Trois

Éléphantine ou comment parler sexualité aux petites filles (10')

Présentation : Catherine Haxhe

Rencontre avec Natacha De Locht, artiste et scénariste de *Éléphantine veut tout savoir sur sa zezette*, un livre d'éducation sexuelle destiné aux petites filles.

Date	Heure	Chaine
22/01	En fin de soirée	La Une
28/01	20H00	La Trois

La prévention, l'essence de l'aide à la jeunesse (28')

Présentation : Vinciane Colson

Alors qu'un nouveau décret organise l'aide à la jeunesse, les acteurs du secteur veulent miser un maximum sur la prévention.

Date	Heure	Chaine
27/01	09H20	La Une
02/02	10H30	La Une
06/02	09H20	La Trois

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H (28')

Centre intégré, salles de conso : ça bouge à Bruxelles

Samedi 12 janvier

Pourquoi mieux informer sur le don d'organes

Samedi 19 janvier

Euthanasie : prendre le temps d'écouter les patients

Samedi 22 janvier

LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM



10€ l'exemplaire

En vente directe au Centre d'Action Laïque,
sur commande via la librairie en ligne www.laicite.be/publications
ou par virement sur le compte du CAL : IBAN BE16 2100 6247 9974 (frais de port : 2,37 €).

Contact éditions : 02 627 68 60 - editions@laicite.net


L'auteur vient à votre rencontre


CAL
Librairie, rencontres